

*Rapport de la Commission Gulbenkian
pour la restructuration des sciences sociales,
présidée par Immanuel Wallerstein*

(1996)

Ouvrir les sciences sociales

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la bibliothèque numérique: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

OUVRIR LES SCIENCES SOCIALES

Rapport de la Commission Gulbenkian pour la restructuration des sciences sociales, présidée par Immanuel Wallerstein.

Traduit de l'américain par Jean-Michel et Sophie Blanquer. Paris : Descartes & Cie, 1996, 117 pp.

M Immanuel Wallerstein, sociologue, professeur au Fernand Braudel Center, Binghamton University, nous a accordé le 25 août 2006 son autorisation de diffuser électroniquement cet article.



Courriel : : immanuel.wallerstein@yale.edu ou iwaller@binghamton.edu

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

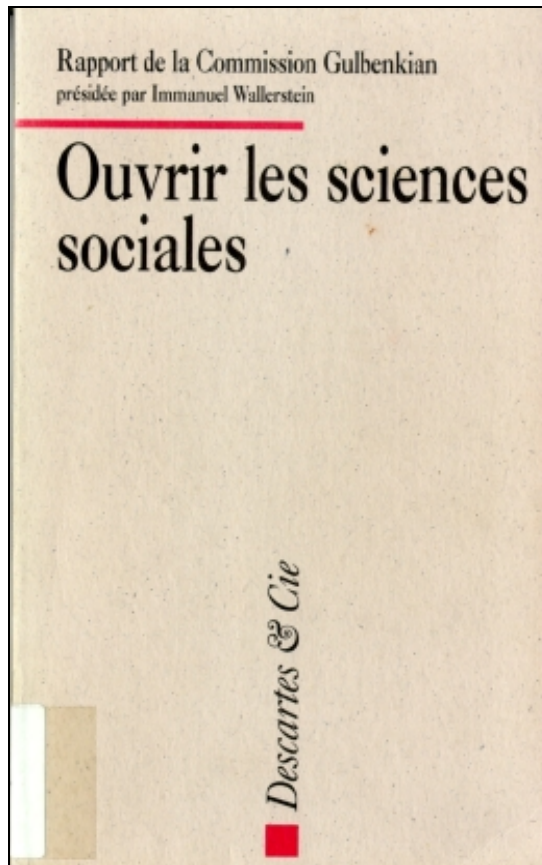
Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition numérique réalisée le 15 septembre 2006 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.



OUVRIR LES SCIENCES SOCIALES

Rapport de la Commission Gulbenkian pour la restructuration
des sciences sociales, présidée par Immanuel Wallerstein.



Traduit de l'américain par Jean-Michel et Sophie Blanquer. Paris : Descartes & Cie, 1996, 117 pp. Montréal : Les Éditions internationales Alain Stanké, 1987, 718 pp.

Membres de la Commission Gulbenkian
pour la restructuration des sciences sociales

Immanuel Wallerstein, président

Calestous Juma

Evelyn Fox Keller

Jürgen Kocka

Dominique Lecourt

Valentin Y Mudimbe

Kinhide Mushakoji

Ilya Prigogine

Peter J. Taylor

Michel-Rolph Trouillot

Richard Lee, secrétaire scientifique. La commission a été constituée par la Fondation Calouste Gulbenkian à Lisbonne.

Immanuel Wallerstein

Président de la Commission Gulbenkian

Table des matières

Présentation du livre et des auteurs

Avant-propos

Chapitre I. La construction historique des sciences sociales

Chapitre II. Les débats au sein des sciences sociales

1. *La validité des distinctions entre les sciences sociales*
2. *Jusqu'à quel point l'héritage de la science sociale est-il provincial ?*
3. *La réalité et la validité de la distinction entre les « deux cultures »*

Chapitre III. Quel type de science sociale allons-nous maintenant construire ?

1. *L'Homme et la nature*
2. *L'État en tant que bloc de construction analytique*
3. *L'universel et le particulier*
4. *L'objectivité*

Conclusion. Restructurer les sciences sociales

1. *L'expansion d'institutions, appartenant ou associées aux universités, qui rassembleraient des spécialistes pour un travail commun d'une année autour de thèmes urgents spécifiques*
2. *L'instauration de programmes de recherche intégrés dans les structures universitaires, qui traversent les lignes traditionnelles, ont des objectifs intellectuels spécifiques, et disposent de fond pour une période limitée (par exemple cinq ans).*
3. *L'affiliation conjointe obligatoire des professeurs*
4. *Travail conjoint des étudiants de troisième cycle*

Membres de la Commission Gulbenkian

Présentation du livre et des auteurs

Ouvrir les sciences sociales

Traduit de l'américain par Jean-Michel et Sophie Blanquer

[1996]

[Retour à la table des matières](#)

Dix chercheurs* d'origines et de disciplines différentes unissent leurs réflexions afin de préparer l'indispensable renouveau des sciences humaines et sociales. Refusant les visions totalisantes, qui stérilisent les divers savoirs, ainsi que les « particularismes », Immanuel Wallerstein et ses collègues proposent à la fois une démarche et un projet qui stimuleront les recherches à venir.

Cet essai « à plusieurs voix » se présente comme un manifeste proposant aux sciences humaines et sociales une ouverture, loin de tout repli strictement universitaire ou académique.

Ce n'est pas parce que les « grands systèmes de pensées » se sont effondrés devant les mutations sociétales, qu'ils devaient expliquer ou prévoir, qu'elles se retrouvent nues. Les auteurs constatent, au contraire, une reformulation salutaire, une articulation plus judicieuse entre la pensée et l'action, entre la théorie et la réalité. Ils suggèrent même des pistes concrètes pour une reconstruction des sciences sociales. Il ne s'agit pas d'une défense « corporatiste », mais d'un combat : celui pour les sciences humaines et sociales.

* Calestous Juma • Evelyn Fox Keller • Jürgen Kocka • Dominique Lecourt • Valentin Y. Mudimbe • Kinhide Mushakoji • Ilya Prigogine • Peter J. Taylor • Michel-Rolph Trouillot • Immanuel Wallerstein.

Immanuel Wallerstein est le directeur du Centre Fernand Braudel de Binghamton.

Ouvrir les sciences sociales

Avant-propos

Par la Fondation Calouste Gulbenkian

[Retour à la table des matières](#)

La Fondation Calouste Gulbenkian a parrainé dans la deuxième moitié des années quatre-vingt ce qui est devenu la première et fructueuse étape du projet « Portugal 2000 ». Ce projet a donné naissance à une série de réflexions positives sur les principaux problèmes relatifs aux trajectoires possibles ou probables de la nation portugaise à l'aube du XXI^e siècle. Ces réflexions ont été publiées en portugais, dans la collection « Portugal - Les vingt prochaines années ».

La Fondation soutient les recherches concernant les questions de nature globale et les problèmes dont la prise en compte et les solutions ont été jugées cruciales pour la réalisation d'un avenir meilleur pour la société. Dans ce cadre, un tour d'horizon des sciences sociales et du rôle qu'elles remplissent du point de vue aussi bien des relations entre les disciplines que de la relation entre sciences humaines et sciences naturelles a semblé tout à fait pertinent. En fait, les grandes conquêtes intellectuelles des 30-40 dernières années, qui ont mené à l'étude moderne de la vie et à la science de la complexité, le besoin émergent d'une « contextualisation » des universalismes, qui a entraîné un dialogue croissant entre les cultures, et le développement de l'enseignement universitaire depuis la fin des années cinquante, ont conjointement influencé de façon considérable la pratique des chercheurs en sciences sociales, ne laissant qu'une précieuse petite place aux ques-

tions d'ordre organisationnel et structurel. En d'autres termes, le dépassement de la structure actuelle des disciplines ne doit-il pas être considéré comme un dilemme central des sciences sociales au stade actuel de leur évolution ? La Fondation Calouste Gulbenkian a par conséquent accueilli favorablement la proposition du professeur Immanuel Wallerstein, directeur du Centre Fernand Braudel de l'Université de Binghamton, de conduire les travaux d'un groupe international d'éminents universitaires, six provenant des sciences sociales, deux des sciences naturelles, et deux des lettres, pour une réflexion sur le présent et le futur des sciences sociales. La « Commission Gulbenkian sur la restructuration des sciences sociales » a été fondée en juillet 1993, avec le professeur Wallerstein à sa tête. Sa composition reflète à la fois la profondeur et l'ampleur de la perspective qui ont été nécessaires pour mener à bien l'analyse qui est présentée dans le texte qui suit. Ainsi, *Ouvrir les sciences sociales* est un livre sérieux, généreux et stimulant qui restitue fidèlement l'atmosphère et la vivacité des travaux de la commission durant les deux ans qui ont suivi sa création. Trois réunions plénières ont été tenues : la première au siège général de la Fondation à Lisbonne en juin 1994, la seconde à la Maison des Sciences de l'Homme à Paris en Janvier 1995, et la troisième au Centre Fernand Braudel à Binghamton, en avril 1995. Le niveau intellectuel de cet ouvrage est dû principalement aux compétences des membres de la commission. Mais la réussite de l'ensemble n'aurait pas été possible sans l'enthousiasme, la détermination et la maîtrise d'Immanuel Wallerstein, ce qui doit être précisé ici avec reconnaissance.

Fondation Calouste Gulbenkian

Ouvrir les sciences sociales

Chapitre I

La construction historique des sciences sociales du XVIIIe siècle à 1945

« Regarder la vie comme un immense problème, une équation ou mieux une famille d'équations à demi-dépendantes... étant bien entendu que ces équations sont très complexes, riches de surprises, que leurs "racines" nous échappent très souvent. »

Fernand Braudel ¹

[Retour à la table des matières](#)

L'idée que nous puissions réfléchir utilement sur la nature des êtres humains, sur leurs relations avec leurs semblables et avec les forces spirituelles, ainsi que sur les structures sociales qu'ils ont créées et au sein desquelles ils vivent, est présente dans l'histoire aussi loin que l'on puisse remonter. Les textes religieux reconnus traitent ces questions, de même que ceux que nous appelons « philosophiques ». Sans parler de tout l'enseignement de la sagesse, transmis à travers les âges par la tradition orale, et qui, à un moment ou un autre, a souvent été mis par écrit. Certes, l'essentiel de cette sagesse fut le fruit d'une sélection inductive à partir de l'abondance de l'expérience humaine, à un

¹ Préface du livre de Charles Morazé, *Les bourgeois conquérants*, XIXe siècle, Librairie Armand Colin, 1957, p. 11.

endroit ou l'autre de la terre sur une longue période, même si cela a été présenté comme une révélation ou comme une déduction rationnelle à partir de quelque éternelle vérité naturelle.

L'ensemble de ce que nous appelons les sciences sociales est l'héritier de cette sagesse. Un héritier cependant distant, et peut-être souvent ingrat, ne reconnaissant pas sa dette, puisque la science sociale s'est définie elle-même consciemment comme la recherche de vérités allant au-delà de cette sagesse révélée ou déduite. Les sciences sociales sont une entreprise du monde moderne. Leurs racines plongent dans la tentative, pleinement affirmée depuis le XVI^e siècle et constituant une part de la construction de notre monde moderne, de développer une connaissance séculière systématique du réel, validée empiriquement d'une quelconque manière. Celle-ci prit le nom de *scientia*, terme latin qui signifiait simplement « savoir ». Bien sûr, la philosophie, étymologiquement, veut aussi dire « savoir » ou, plus précisément « l'amour du savoir ».

La conception dite « classique » de la science, dominante depuis plusieurs siècles maintenant, repose sur deux fondements. Le premier est le modèle newtonien, dans lequel il existe une symétrie entre le passé et le futur. C'est une approche quasi-théologique : comme Dieu, nous pouvons atteindre des vérités certaines et par conséquent nous n'avons pas besoin de différencier le passé du futur, étant donné que tout coexiste dans un éternel présent. Le second fondement est le dualisme cartésien, s'appuyant sur l'hypothèse d'une distinction fondamentale entre la nature et les humains, la matière et l'esprit, le monde physique et le monde social et spirituel. Quand Thomas Hooke établit les statuts de la Royal Society en 1663, il en énumère les principaux objectifs : « Améliorer la connaissance des choses naturelles, et de tous les Arts utiles, manufactures, pratiques mécaniques, machines et inventions par expérimentation », en ajoutant prudemment « sans confusion avec la théologie, la métaphysique, la morale, la politique, la grammaire, la rhétorique ou la logique ² ». Ces statuts incarnaient déjà la division des voies de la connaissance entre ce que C.P. Snow appellera plus tard « les deux cultures ».

² Cité dans Sir Henry Lyons, *The Royal Society, 1660-1940*, New York, Greenwood Press, 1968, p. 41.

La science en vint à être définie comme la recherche des lois universelles de la nature qui restent vraies en tout temps et en tout lieu. Alexandre Koyré, retraçant la transformation des conceptions européennes de l'espace du XVe au XVIIIe siècle, put ainsi écrire : « L'univers infini de la Nouvelle Cosmologie, infini dans la Durée comme dans l'Étendue, dans lequel la matière éternelle, selon des lois éternelles et nécessaires, se meut sans fin et sans dessein dans l'espace éternel, avait hérité de tous les attributs ontologiques de la Divinité. Mais de ceux-ci seulement : quant aux autres, Dieu, en partant du Monde, les emporta avec lui ³. »

Les autres attributs du Dieu défunt étaient, bien sûr, les valeurs morales du monde chrétien telles que l'amour, l'humilité, la charité. Koyré ne s'intéresse pas ici aux valeurs qui s'instaurèrent à leur place, mais nous savons que le Dieu défunt n'a pas vraiment laissé un vide moral derrière lui. Si auparavant les cieux étaient placés au-delà de toute limite, de même en allait-il désormais pour les ambitions humaines. Le progrès devint le mot clef, doté du sens nouvellement acquis de l'infini, et renforcé par les succès matériels de la technologie.

Le « monde » dont parle Koyré n'est pas le globe terrestre mais le cosmos. En fait, on pourrait objecter que, au cours de la même période, la perception de l'espace terrestre en Occident subissait une transformation en sens inverse, vers la finitude. Pour la plupart des gens, ce fut seulement par les voyages d'exploration à travers le globe que la terre s'est refermée sur sa forme sphérique. En réalité, la circonférence de cette sphère était bien plus grande que ce que Christophe Colomb avait pu imaginer, mais elle marquait bien cependant une finitude. De plus, à l'usage, avec le temps, ces mêmes voyages d'exploration ouvrirent les routes commerciales et donc approfondirent les divisions du travail qui devaient ensuite ébranler fortement les distances sociales et temporelles.

Néanmoins, cette finitude de la terre ne fut pas, au moins jusque récemment, une source de découragement. Tandis que l'idéal et la

³ Alexandre Koyré, *Du monde clos à l'univers infini*, trad. Raissa Tarr, Gallimard, 1973, pp. 336-337.

conception d'un progrès illimité tiraient leur substance de l'infini du temps et de l'espace, la réalisation pratique du progrès dans les affaires humaines, au travers des avancées technologiques, dépendait de la disposition du monde à être connu et exploré, et de la confiance en sa finitude dans certaines dimensions essentielles (notamment son épistémologie et sa géographie). En réalité, il était généralement entendu que la réalisation du progrès nécessitait que l'on se libère complètement de toutes nos inhibitions et que l'on se restreigne dans notre rôle d'explorateur cherchant à découvrir les secrets les plus intimes et à exploiter les ressources d'un monde à notre mesure. Jusqu'au XXe siècle, il semble que la finitude de la sphère terrestre ait servi principalement à faciliter les explorations et l'exploitation exigées par le progrès ainsi qu'à concrétiser les aspirations occidentales à la domination. Au XXe siècle, alors que les distances terrestres commençaient à se réduire à un degré gênant, les limites de la planète purent tout de même être considérées comme une stimulation supplémentaire pour de nouvelles explorations, toujours plus lointaines, de façon à élargir davantage encore la sphère de domination. En bref, le lieu de notre résidence passée et actuelle se mit à ressembler moins à une base de départ qu'à une rampe de lancement, l'endroit à partir duquel, nous, en tant qu'hommes (et quelques rares femmes) de science, pourrions nous élaner dans l'espace, établissant une position de maîtrise sur une toujours plus grande unité cosmique.

Progrès et découverte peuvent être ici les mots clefs mais d'autres termes - science, unité, simplicité, maîtrise, et même « l'univers » - sont nécessaires pour compléter le lexique. La science naturelle, telle qu'elle fut construite au XVIIe et au XVIIIe siècle, dérivait principalement de l'étude des mécaniques célestes. D'abord, ceux qui tentèrent d'établir la légitimité et la priorité de la recherche scientifique des lois de la nature faisaient peu de différence entre science et philosophie. Dans la mesure où ils distinguaient ces deux domaines, ils les envisageaient comme des alliés dans la quête d'une vérité séculière. Mais, alors que le travail empirique et expérimental devenait sans cesse plus central dans la conception de la science, la philosophie devint de plus en plus, pour les scientifiques, un simple substitut de la théologie, aussi coupable d'affirmations *a priori* de vérités infalsifiables. Au début du XIXe siècle, la division de la connaissance en deux domaines avait déjà perdu le sens de deux sphères « séparées mais égales » et avait

pris une connotation hiérarchique, au moins du point de vue des scientifiques : savoir véridique (la science) contre savoir imaginé, voire imaginaire (la non-science). Finalement, au début du XIXe siècle, le triomphe de la science fut consacré linguistiquement. Le terme « science » sans aucun adjectif modificatif devint synonyme surtout (sinon exclusivement) de science naturelle ⁴. Ce fait a marqué le point culminant de la tentative de la science naturelle d'acquérir pour elle-même une légitimité socio-intellectuelle totalement distinguée, voire opposée, à une autre forme de connaissance appelée philosophie.

La science, c'est-à-dire la science naturelle, était plus clairement définie que son symétrique au sujet duquel le monde n'arrivait pas même à s'entendre sur un nom. Parfois appelée « arts », parfois « humanités », d'autres fois « lettres » ou « belles lettres », ou encore « philosophie », parfois même seulement « culture » ou, en allemand, *Geisteswissenschaften*, ce symétrique, cette alternative à la « science », a eu des visages et des intensités variables, d'où un manque de cohérence interne qui n'a pas aidé ses praticiens à plaider leur cause devant les autorités, notamment en raison de leur apparente incapacité à offrir des résultats « pratiques ». La lutte épistémologique s'engageait sur ce que devait être un savoir légitime, non seulement sur qui contrôlerait le savoir sur la nature (les chercheurs en science naturelle avaient clairement conquis ce droit exclusif dès le XVIIIe siècle), mais surtout sur qui contrôlerait le savoir sur le monde humain.

Le besoin de l'État moderne de disposer d'un savoir plus exact sur lequel fonder ses décisions a conduit à l'émergence de nouvelles catégories de savoir des le XVIIIe siècle, mais celles-ci demeuraient tributaires de définitions et de frontières incertaines. Les philosophes de l'organisation sociale se mirent à parler de « physique sociale » et les penseurs européens à reconnaître l'existence de multiples sortes de

⁴ Ceci est clair en anglais et dans les langues latines. Cela l'est moins en allemand où le terme *Wissenschaft* continue à être utilisé comme une expression générale pour désigner l'ensemble du savoir systématique, et où ce que l'on appelle en anglais les *humanities* sont appelées *Geisteswissenschaften*, ce qui peut être traduit littéralement par la science des questions mentales ou spirituelles.

systemes sociaux dans le monde (« Comment peut-on être persan ? »), dont la variété exigeait une explication. Ce fut dans ce contexte que l'Université (qui avait été à bien des égards une institution moribonde depuis le XVI^e siècle pour avoir été trop liée à l'Église) fut ravivée à la charnière des XVIII^e et XIX^e siècles comme le principal lieu institutionnel pour la création des savoirs.

L'Université connut alors renaissance et transformation. La faculté de théologie perdit de l'importance, disparaissant parfois complètement ou se trouvant remplacée par un simple département d'études religieuses au sein de la faculté de philosophie. La faculté de médecine conserva son rôle en tant que centre de formation dans un domaine professionnel spécifique, dès lors défini à part entière comme un savoir scientifique appliqué. Ce fut en premier lieu dans la faculté de philosophie (et à un bien moindre degré dans la faculté de droit) que les structures modernes du savoir devaient être construites. Dans cette même faculté (qui resta institutionnellement unifiée dans de nombreuses universités, mais subdivisée dans quelques autres), les praticiens des arts comme des sciences naturelles purent fonder et développer leurs propres systèmes disciplinaires autonomes.

L'histoire intellectuelle du XIX^e siècle est marquée par-dessus tout par l'articulation en disciplines et par la professionnalisation du savoir, c'est-à-dire par la création d'institutions permanentes destinées à la fois à produire de nouveaux savoirs et à reproduire les producteurs de ces savoirs. La création de multiples disciplines reposait sur la certitude que la recherche systématique nécessitait une concentration spécialisée dans les multiples branches séparées de la réalité, qui était découpée rationnellement en groupes distincts de savoir. Une telle division rationnelle du travail intellectuel promettait d'être efficace, c'est-à-dire productive. Les sciences naturelles n'avaient pas attendu la renaissance de l'Université pour s'autonomiser de manière institutionnelle. Elles avaient été capables d'agir plus tôt parce qu'elles pouvaient revendiquer un soutien social et politique fondé sur leur potentiel de production de résultats pratiques immédiatement utilisables. La fondation des académies royales aux XVII^e et XVIII^e siècles et la création des grandes écoles par Napoléon reflétaient la volonté des dirigeants de promouvoir les sciences naturelles. Les chercheurs en sciences na-

turelles n'avaient ainsi peut-être plus besoin des universités pour poursuivre leurs travaux.

Ce furent plutôt les professeurs des autres disciplines -historiens, latinistes et hellénistes, professeurs de littératures nationales - qui agirent le plus pour la renaissance de l'Université dans le courant du XIXe siècle, en l'utilisant comme un moyen d'obtenir l'appui de l'État pour leurs travaux. Ils attirèrent les chercheurs en sciences naturelles dans ces « jeunes » universités, en profitant ainsi de leur image positive. Le principal résultat fut que les universités devinrent le lieu d'expression de la tension continue entre les arts (les lettres) et les sciences, deux voies de connaissance assez différentes, voire antagonistes.

Dans de nombreux pays, et certainement en Grande-Bretagne et en France, le bouleversement culturel provoqué par la Révolution française clarifia quelque peu le débat. La pression exercée pour une transformation politique et sociale avait atteint un degré d'urgence et de légitimité tel qu'elle ne pouvait désormais plus être facilement contenue par la simple proclamation de théories sur un soi-disant ordre social naturel. En lieu et place, beaucoup estimaient que la solution résidait plutôt dans l'organisation et la rationalisation du changement social devenu inévitable dans un monde où la souveraineté du « peuple » devenait rapidement la norme, espérant sans aucun doute ainsi limiter son expansion. Mais si l'on souhaitait organiser et rationaliser le changement social, il fallait d'abord en étudier et en comprendre les règles et mécanismes. Il n'y avait pas seulement un espace intellectuel mais un profond besoin social pour ce que nous avons fini par appeler les sciences sociales. De plus, l'idée semblait se répandre que, si l'on voulait organiser un nouvel ordre social sur une base stable, la science la plus exacte (ou « positive ») serait sans doute la meilleure. Avec cet état d'esprit, la plupart de ceux qui essayèrent de jeter les bases d'une science sociale moderne dans la première moitié du XIXe siècle, notamment en Grande-Bretagne et en France, se tournèrent vers le modèle de la physique newtonienne.

D'autres, plus concernés par le raccommodage de l'unité sociale des États qui avaient subi ou avaient été menacés par la crise sociale, s'intéressèrent à l'élaboration de récits historiques nationaux soutenant les souverainetés nouvelles ou potentielles, récits qui relevaient dé-

sormais moins de l'histoire des princes que de l'histoire des « peuples ». La reformulation de « l'histoire » comme *geschichte* - ce qui est arrivé, ce qui est *réellement* arrivé - était censée lui conférer un crédit indiscutable. L'Histoire devrait cesser d'être une hagiographie à la gloire des monarques et devenir la véritable histoire du passé, expliquant le présent, offrant les bases de choix avisés pour le futur. Ce type d'histoire (fonde sur la recherche empirique dans les archives) rejoignait les sciences sociales et naturelles dans un commun rejet de la « spéculation » et de la « déduction » (pratiques qui étaient censées relever de la simple « philosophie »). Mais précisément parce que l'histoire prise en ce sens était profondément liée aux histoires des peuples, elles-mêmes empiriquement très différentes les unes des autres, elle considérait avec suspicion, et même avec hostilité, les tentatives des hérauts de la nouvelle « science sociale » de généraliser, c'est-à-dire d'établir des lois sociales universelles.

Au cours du XIXe siècle, les différentes disciplines se déplièrent comme un éventail couvrant tout un registre de positions épistémologiques. À un bout de l'éventail se situent les mathématiques (discipline non empirique), avec à leurs côtés les sciences naturelles expérimentales (elles-mêmes organisées dans une sorte d'ordre vertical en fonction de leur grade de déterminisme : physique, chimie, biologie). À l'autre bout de l'éventail se trouvent les lettres (ou arts et lettres), en commençant par la philosophie (la symétrie des mathématiques en tant que discipline non empirique) avec, à ses côtés, l'étude des pratiques artistiques formelles (littératures, peinture et sculpture, musicologie), se rapprochant souvent dans leur exercice de l'Histoire par le biais de l'histoire des arts. Et, au milieu des humanités et des sciences naturelles ainsi définies se situe l'étude des réalités sociales avec, d'un côté, l'Histoire (idiographique), plus proche, et faisant même souvent partie des facultés d'arts et de lettres et, de l'autre côté, la science sociale (nomothétique), plus proche des sciences naturelles. Confrontés à une séparation toujours plus prononcée des savoirs en deux sphères distinctes, très différenciées sur le plan épistémologique, les analystes des réalités sociales se sont retrouvés eux-mêmes tirés des deux côtés par ces problèmes épistémologiques et profondément divisés entre eux.

Tout ceci, cependant, se produisit dans un contexte où la science (newtonienne) avait triomphé sur la philosophie (spéculative), et avait donc acquis tout le prestige social dans le monde du savoir. Cette rupture entre science et philosophie avait été présentée comme un divorce par Auguste Comte, alors qu'elle révélait, en fait, avant tout un rejet de la métaphysique aristotélicienne et non un rejet du domaine philosophique en soi. Néanmoins le problème posé semblait bien réel : le monde est-il gouverné par des lois déterministes ? Ou y a-t-il une place, un rôle pour l'inventivité et l'imagination humaines ? Les questions intellectuelles furent donc superposées avec leurs implications politiques putatives. Politiquement, le concept de « loi déterministe » semblait plus utile pour un contrôle technocratique des mouvements de changement potentiellement anarchiques. Et, en même temps, la défense du particulier, de l'indéterminé, de l'imaginaire semblait plus utile non seulement à ceux qui résistaient au changement technocratique pour conserver les traditions et les institutions existantes mais aussi à ceux qui luttaient pour une intervention humaine plus spontanée et plus radicale dans la sphère socio-politique. De ce débat, continu mais déséquilibré, il résulta dans le monde du savoir que la science (physique) fut placée partout sur un piédestal et que la philosophie fut reléguée, dans de nombreux pays, dans un coin toujours plus réduit du système universitaire. Finalement, une réponse de certains philosophes consista à redéfinir leurs activités en des termes plus conformes à l'esprit scientifique (la philosophie analytique des positivistes de l'École de Vienne).

La science fut affirmée comme la découverte de la réalité objective, en utilisant une méthode nous permettant de sortir de l'esprit, tandis que les philosophes étaient simplement considérés comme des personnes cogitant et écrivant sur leurs cogitations. Cette conception de la science et de la philosophie fut soutenue assez clairement par Auguste Comte et John Stuart Mill dans la première moitié du XIXe siècle, lorsqu'ils entreprirent d'établir les lois qui régiraient les analyses du monde social. En ranimant le terme de « physique sociale », Comte affichait clairement son option politique. Il voulait sauver l'Occident de la « corruption systématique » qui avait été « érigée en un indispensable moyen de gouvernement » en raison de « l'anarchie intellectuelle » devenue manifeste depuis la Révolution française. De son point de vue, le parti de l'ordre s'appuyait lui-même sur des doc-

trines démodées (catholiques et féodales) tandis que le parti du mouvement reposait sur des thèses purement négatives et destructrices héritées du protestantisme. Pour Comte, la « physique sociale » devrait permettre la réconciliation de l'ordre et du progrès en confiant la solution des problèmes sociaux à « un petit nombre d'intelligences d'élite » ayant reçu l'éducation adéquate. Dans ce sens, l'on pourrait véritablement « terminer la Révolution » par l'instauration d'un nouveau pouvoir spirituel. La base technocratique et la fonction sociale de la nouvelle physique sociale devenaient ainsi parfaitement claires.

Dans cette nouvelle structure du savoir, les philosophes se transformeraient, selon une formule célèbre, en « spécialistes des généralités ». Cette formule signifiait que les philosophes auraient pour vocation d'appliquer la logique de la mécanique céleste (portée à sa perfection par le système laplacien réalisé à partir du modèle newtonien) au monde social. La science positive était conçue pour permettre la libération totale à l'égard de la théologie, de la métaphysique et de tous les autres modes d'« explication » de la réalité.

« Nos recherches positives doivent essentiellement se réduire, en tous genres, à l'appréciation systématique de ce qui est, en renonçant à en découvrir la première origine et la destination finale ⁵. »

Le Comte anglais, John Stuart Mill, parlait quant à lui non pas de science positive mais de science exacte, mais la référence à la mécanique céleste restait la même :

« La science de la nature humaine est du même genre. Elle est bien loin de l'exactitude de notre Astronomie actuelle ; mais il n'y a aucune raison pour qu'elle ne soit pas une science comme l'est celle des marées, ou même comme l'était l'Astronomie lorsque ses calculs n'embrassaient encore que les phénomènes principaux, et non les perturbations ⁶. »

⁵ Auguste Comte, *Discours sur l'esprit positif*, Librairie philosophique J. Vrin, Paris, 1974, p. 20. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

⁶ John Stuart Mill, *Système de logique déductive et inductive*, tract. L. Peisse, Paris, Librairie philosophique de Ladrangé, 1866 [Mardaga, 1988], tome se-

Même si les fondements de la division des sciences sociales se cristallisaient nettement dans la première moitié du XIXe siècle, ce ne fut que dans la période 1850-1914 que la diversification *intellectuelle reflétée* par l'organisation disciplinaire des sciences sociales fut formellement reconnue dans les principales universités telle que nous la connaissons de nos jours. Bien sûr, dans la période 1500-1850, il y avait déjà toute une littérature sur les questions centrales de ce que nous appelons maintenant les sciences sociales - le fonctionnement des institutions politiques, les politiques macro-économiques des États, les principes régissant les relations entre ces derniers, la description des sociétés non-européennes. Nous continuons à lire Machiavel et Bodin, Petty et Grotius, les Physiocrates français et les Lumières écossaises, aussi bien que les auteurs de la première moitié du XIXe siècle, de Malthus et Ricardo à Guizot et Tocqueville ainsi que Herder et Fichte. On trouve même dans ce passé une première approche de la déviance sociale, comme chez Beccaria. Mais tout ceci ne relevait pas vraiment encore de ce que nous désignons par sciences sociales, et aucun de ces penseurs ne considérait que son travail correspondait à l'une des disciplines qui furent ultérieurement distinguées.

La création de multiples disciplines des sciences sociales faisait partie intégrante de la tentative générale du XIXe siècle de garantir et de développer une connaissance « objective » de la « réalité » sur la base de découvertes empiriques (par opposition aux « spéculations »). Le but était d'« apprendre » la vérité et non pas de l'inventer ou de la deviner intuitivement. Le processus d'institutionnalisation de ce type d'activités de recherche ne fut ni simple ni évident. En premier lieu, on ne savait pas clairement si cette activité devait rester une ou être divisée en plusieurs disciplines comme cela s'est produit plus tard. On ignorait au début quelle était la meilleure voie pour accéder à une telle connaissance, c'est-à-dire quelle sorte d'épistémologie serait la plus fructueuse ou même la plus légitime. Enfin, on savait encore moins si les sciences sociales pouvaient être considérées d'une certaine manière comme une « troisième culture » située « entre science et littérature »

cond, p. 430. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

selon la formule ultérieure de Wolf Lepenies. En fait, aucune de ces questions n'a jamais été résolue définitivement. On ne peut que constater les options actuelles qui ont été choisies ou les positions majoritaires qui ont tendance à prévaloir.

La première chose à noter est le lieu où cette institutionnalisation se produisit. Il y a eu cinq centres principaux pour l'exercice des sciences sociales au cours du XIXe siècle : la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie et les États-Unis. La plupart des chercheurs, la plupart des universités (évidemment pas tous) se trouvaient dans ces cinq territoires. Les universités des autres pays manquaient du poids du prestige international et numérique dont jouissaient les universités de ces cinq nations. Jusqu'à aujourd'hui, la plupart des travaux du XIXe siècle que nous lisons ont été écrits et publiés dans l'un de ces cinq centres.

La deuxième chose à noter est qu'une large variété de noms de « matières » ou « disciplines » furent développées au fil de ce siècle. Cependant, au moment de la Première Guerre mondiale, il y eut un consensus général sur quelques noms spécifiques, au détriment des autres qui furent plus ou moins abandonnés. Ces noms, comme nous le verrons, furent d'abord au nombre de cinq : histoire, économie, sociologie, science politique et anthropologie. On pourrait ajouter à cette liste, comme nous le verrons également, ce que l'on appelle les « sciences orientales » (« orientalisme » en anglais), en dépit du fait qu'elles ne se considéraient pas elles-mêmes consciemment comme des sciences sociales. Nous expliquerons plus loin pourquoi nous n'incluons pas dans cette liste ni la géographie, ni la psychologie ni le droit.

La première des disciplines de science sociale à atteindre une existence institutionnelle autonome a été en fait l'histoire. Il est vrai que de nombreux historiens ont vigoureusement refusé l'appellation de « science sociale » et que certains continuent encore à le faire. Nous considérons cependant la querelle entre les historiens et les autres sciences sociales comme des querelles *internes* à la science sociale, comme nous tâcherons de le démontrer chemin faisant. L'histoire était une pratique évidemment de longue date, et le terme lui-même est ancien. Les récits du passé, et notamment les récits du passé d'un peuple

ou d'un État particuliers représentaient une activité familière dans le monde du savoir. Et l'hagiographie a toujours été encouragée par les autorités. Ce qui distingua la nouvelle « discipline » historique, telle qu'elle se développa au XIXe siècle, fut l'accent rigoureux qu'elle mit sur la recherche de *wie es eigentlich gewesen ist* (« ce qui est réellement arrivé »), selon la fameuse expression de Ranke. Par opposition à quoi ? Surtout, par opposition aux histoires racontées, imaginées ou exagérées parce qu'elles flattaient les lecteurs ou servaient les intérêts immédiats des dirigeants ou de n'importe quel autre groupe puissant.

Il est difficile d'ignorer combien le slogan de Ranke reflétait les thèmes utilisés par la « science » dans sa lutte contre la « philosophie » - l'importance attachée à l'existence d'un monde réel objectif et connaissable, au principe de la preuve empirique, à la neutralité du chercheur. De plus, l'historien, comme le scientifique, n'était pas censé chercher ses données dans des écrits antérieurs (la bibliothèque, lieu de lecture) ou dans ses propres cheminements intellectuels (l'étude, lieu de la réflexion), mais plutôt là où des données objectives externes pouvaient être rassemblées, accumulées, contrôlées et manipulées (le laboratoire et l'archive, lieux de recherche).

Ce rejet commun de la philosophie spéculative rapprocha l'histoire et la science en tant que modes modernes (c'est-à-dire non médiévaux) de connaissance. Mais puisque les historiens rejetaient la philosophie, dans la mesure où elle entraînait la recherche de schémas généraux expliquant les données empiriques, ils sentirent que la recherche de « lois » scientifiques du monde social les ramènerait seulement à l'erreur. C'est cette double signification du rejet de la philosophie par les historiens qui explique que leurs travaux reflètent non seulement la nouvelle domination de la primauté de la science dans la pensée européenne mais aussi la revendication d'un savoir idiographique et anti-théorique. C'est pour cette raison que, tout au long du XIXe siècle, les historiens insistèrent sur leur appartenance à la faculté de lettres et eurent tendance à se méfier de toute identification avec cette nouvelle catégorie, les sciences sociales, qui commençait lentement à être à la mode.

Même s'il est vrai que certains des premiers historiens du XIXe siècle commencèrent par des conceptions de l'histoire universelle (ul-

time lien avec la théologie), la combinaison de leurs engagements idiographiques et des pressions sociales venant de l'État comme de l'opinion publique éduquée obligea les historiens à travailler d'abord sur leur propre histoire nationale, la définition de la Nation étant plus ou moins circonscrite par un retour dans le temps sur l'espace occupé à présent par l'État dans ses frontières existantes ou en construction. Dans tous les cas, l'importance accordée par les historiens au travail d'archives, reposant lui-même sur une connaissance en profondeur du contexte culturel, fit que la *recherche historique* parut plus valide lorsqu'elle était menée par quelqu'un sur son propre territoire. C'est ainsi que les historiens, qui ne voulaient plus être engagés dans une tâche de légitimation des rois, se trouvèrent engagés eux-mêmes dans la légitimation des « nations » et, souvent, de leurs nouveaux souverains, les « peuples ».

Cela fut utile sans aucun doute pour les États, mais seulement indirectement, par le renforcement de leur cohésion sociale. Cela ne les aida pas à choisir des politiques avisées pour le présent ; et ne leur conféra sûrement qu'une sagesse limitée pour déterminer les modalités d'un réformisme rationnel. Entre 1500 et 1800, les différents États s'étaient déjà habitués à se tourner vers les spécialistes, souvent des fonctionnaires, pour les aider à forger des politiques, comme dans le cas des périodes mercantilistes. Ces spécialistes offraient leur savoir sous différents titres, comme la jurisprudence (un vieux terme)⁷ et la loi des nations (un nouveau terme), l'économie politique (nouveau terme lui aussi, signifiant presque littéralement la macro-économie à l'échelle des politiques publiques), les statistiques (encore un nouveau terme, faisant référence à l'origine aux données quantitatives sur les États), et les *Kameralwissenschaften* (les sciences administratives). La jurisprudence était déjà enseignée dans les facultés de droit des *universités*, et les *Kameralwissenschaften* devinrent un objet d'étude dans les universités allemandes au XVIIIe siècle. Cependant, ce n'est qu'au XIXe siècle que l'on trouve une discipline appelée « économie », parfois au sein de la faculté de droit, mais le plus souvent au sein de la faculté (quelquefois ex-faculté) de *philosophie*. Et, en raison des théories économiques libérales prédominantes du XIXe siècle, l'expression

⁷ La jurisprudence doit être ici entendue dans son sens ancien, tel que conservé en anglais, c'est-à-dire la science ou encore la théorie du droit. [N. d T.]

« économie politique » (répandue au XVIIIe siècle), disparaît au profit du terme « économie » dans la deuxième moitié du XIXe siècle.

En excluant l'adjectif « politique », les économistes pouvaient avancer que le comportement économique était le reflet d'une psychologie individualiste universelle, plutôt que des institutions socialement construites, argument qui permettait d'affirmer le caractère naturel des principes du laissez-faire.

Les postulats universalistes de l'économie rendirent son étude très orientée vers le présent. En conséquence, l'histoire économique fut toujours reléguée à une place mineure dans le cursus universitaire de la discipline économique, et cette sous-discipline se développa davantage au sein (et en partie séparément) de l'histoire qu'au sein de l'économie. La principale tentative, au XIXe siècle, de développement d'une science sociale qui ne soit ni nomothétique ni idiographique, mais plutôt une recherche des principes régissant historiquement des systèmes sociaux spécifiques, fut la construction dans l'aire germanique d'un champ d'études appelé *Staatswissenschaften*. Ce champ couvrait (dans le langage courant) un mélange d'histoire économique, de théorie du droit, de sociologie et d'économie - insistant sur les spécificités historiques des différents « États » et ne retenant aucune des distinctions disciplinaires qui commençaient à entrer en vigueur en Grande-Bretagne et en France. Le nom même de *Staatswissenschaften* (« sciences de l'État ») indiquait bien que ses hérauts cherchaient à occuper l'espace intellectuel couvert auparavant par l'« économie politique » dans ces deux pays, et donc à exercer la même fonction de production d'un savoir utile, au moins à long terme, pour les États. Cette invention disciplinaire fleurit particulièrement durant la seconde moitié du XIXe siècle mais succomba finalement aux attaques de l'extérieur et à un manque de courage de l'intérieur. Dans la première décennie du XXe siècle, la science sociale allemande commença à se conformer aux catégories disciplinaires en vigueur en Grande-Bretagne et en France. Certains des principaux jeunes chercheurs des *Staatswissenschaften*, comme Max Weber, prirent la tête de la fondation de la « Société allemande de sociologie ». Dans les années 1920, le terme *Sozialwissenschaften* (« sciences sociales ») avait remplacé celui de *Staatswissenschaften*.

Au moment où l'économie devenait une discipline établie dans les universités - orientée vers le présent et nomothétique -, une discipline totalement nouvelle était inventée, avec un nom inventé : la sociologie. Pour son inventeur, Auguste Comte, la sociologie devait être la reine des sciences, une science sociale intégrée et unifiée qui aurait été, en vertu d'un autre néologisme comtien, « positiviste ». En pratique, cependant, la sociologie en tant que discipline se développa dans la deuxième moitié du XIXe siècle principalement à partir de l'institutionnalisation et de la transformation, au sein des universités, du travail des associations de réforme sociale, dont le programme, à l'origine, traitait les malaises et désordres des populations de la classe ouvrière urbaine. En donnant un statut universitaire à leur travail, ces réformistes sociaux abandonnèrent leur fonction de pression législative immédiate. Mais la sociologie a toujours maintenu par la suite son intérêt pour les gens ordinaires et pour les conséquences sociales de la modernité. En partie pour consacrer leur rupture avec leurs origines, c'est-à-dire les organisations de réforme sociale, les sociologues commencèrent à adopter l'approche positiviste, ce qui, combiné avec leur orientation vers le présent, les poussa eux aussi dans le camp nomothétique.

La science politique comme discipline émergea encore plus tard, non parce que son objet d'analyse, l'État contemporain et sa vie politique, relevait moins de l'analyse nomothétique, mais principalement en raison de la résistance des facultés de droit à céder leur monopole en ce domaine. La résistance de ces dernières à ce sujet peut expliquer l'importance accordée par les politologues à l'étude de la philosophie politique, parfois sous le titre de théorie politique, au moins jusqu'à la dénommée révolution behaviouriste de la période de l'après-1945. La philosophie politique permit à la nouvelle discipline de la science politique de se réclamer d'un héritage qui remontait aux Grecs, en lisant des auteurs qui étaient depuis longtemps consacrés par les programmes universitaires.

Mais la philosophie politique n'était pas suffisante pour créer une nouvelle discipline ; elle aurait pu, après tout, continuer à être enseignée dans les départements de philosophie, et de fait elle l'était. La science politique en tant que discipline séparée réalisa un objectif plus ambitieux ; elle légitima l'économie comme discipline autonome.

L'économie politique avait été rejetée en tant que matière en vertu de l'argument selon lequel l'État et le marché opèrent et doivent agir en fonction de logiques distinctes. Ceci impliquait logiquement, comme garantie à long terme, l'établissement d'une étude scientifique spécifique de la sphère politique.

Le quatuor formé par l'histoire, l'économie, la sociologie et la science politique, alors qu'elles devenaient des disciplines universitaires à la fin du XIXe siècle (et jusqu'à 1945), fut non seulement principalement à l'oeuvre dans les cinq pays de leur origine collective mais aussi essentiellement tourné vers la description de la réalité sociale de ces mêmes pays. Non que les universités de ces cinq pays se désintéressaient totalement des autres parties du monde. Elles avaient plutôt relégué leur étude en d'autres disciplines séparées.

La création du système mondial moderne correspondait à la rencontre, bien souvent sous la forme de la conquête, des européens avec les autres peuples du monde. Dans les catégories de l'expérience européenne, il y avait lieu de distinguer deux types de peuples et de structures sociales parmi ceux qu'ils rencontraient. Il y avait les peuples qui vivaient en groupes relativement petits, n'avaient pas de système d'écriture, ne semblaient pas appartenir à un système religieux plus vaste et étaient militairement faibles face à la technologie européenne. Des termes génériques pour décrire de tels peuples entrèrent en usage : en anglais, ils étaient couramment appelés « tribus ». Dans d'autres langues, ils étaient appelés « races » (même si ce terme tomba après en désuétude, en raison de sa confusion avec une autre utilisation du mot « races » Pour désigner de grands groupes humains à partir de la couleur de peau ou d'autres caractéristiques biologiques). L'étude de ces peuples devint le domaine d'une autre discipline appelée anthropologie.

De même que la sociologie avait essentiellement pris naissance à partir des associations de réforme sociale extra-universitaires, l'anthropologie se constitua principalement en dehors de l'université comme une pratique d'explorateurs, de voyageurs, et de fonctionnaires des services coloniaux des puissances européennes ; et, comme la sociologie, elle devint par la suite institutionnalisée en tant que disci-

pline universitaire, tout en restant très séparée des autres sciences sociales qui étudiaient le monde occidental.

Tandis que certains des premiers anthropologues étaient attirés par l'histoire naturelle universelle du genre humain (et ses étapes de développement présumées), exactement comme les premiers historiens avaient été attirés par l'histoire universelle, les pressions sociales du monde extérieur poussèrent les anthropologues à devenir les ethnographes de peuples particuliers, en les choisissant généralement dans l'aire coloniale, interne ou externe, de leur pays. Ceci impliqua, presque inévitablement, la création d'une méthodologie assez particulière, construite autour de travaux sur le terrain (et donc correspondant aux exigences de l'esprit scientifique de la recherche empirique) et de l'observation participante d'une zone particulière (correspondant aux exigences de réalisation d'une connaissance en profondeur de la culture requise pour la compréhension, et si difficile à acquérir s'agissant d'une culture si étrangère au scientifique).

L'observation participante a toujours frôlé la violation de l'idéal de la neutralité scientifique, de même que la tentation de l'anthropologue (semblable à celle du missionnaire) de se transformer en médiateur entre le peuple qu'il étudie et le monde européen conquérant, particulièrement dès lors que l'anthropologue tendait à être un citoyen de la puissance ayant colonisé le peuple qu'il étudiait (par exemple les anthropologues britanniques en Afrique orientale et australe, les anthropologues français en Afrique occidentale, les anthropologues américains étudiant les indigènes de Guam ou les Indiens de leur propre pays, les anthropologues italiens en Libye). Ce fut leur ancrage dans les structures universitaires qui fut le plus déterminant pour contraindre les anthropologues à maintenir la pratique de l'ethnographie dans le giron des fondements normatifs de la science.

La recherche de l'état de « pré-contact » originel avec les cultures conduisit les ethnographes à la certitude qu'ils avaient affaire à des « peuples sans histoire », selon la formule mordante d'Eric Wolf. Cela a pu les mener à une position orientée vers le présent et nomothétique, voisine de celle des économistes, et, après 1945, l'anthropologie structurale prendra précisément ce chemin. Mais la priorité initiale fut le besoin de justifier l'étude des différences, et de défendre la légitimité

morale de ne pas être européen. Dès lors, suivant la même logique que les premiers historiens, les anthropologues résistèrent à l'exigence de formulation de lois, pratiquant pour l'essentiel une épistémologie idio-graphique.

Tous les peuples non-européens ne pouvaient cependant entrer dans la catégorie des « tribus ». Les européens avaient eu des contacts séculaires avec d'autres « grandes civilisations », comme le monde arabe islamique et la Chine. Ces zones étaient considérées comme de « grandes civilisations » par les européens précisément parce qu'elles avaient bel et bien une écriture, un système religieux répandu géographiquement, et une organisation politique sous la forme de vastes empires bureaucratiques (au moins pendant de longues périodes). L'étude européenne de ces civilisations avait commencé avec les clercs médiévaux. Entre le XIIIe et le XVIIIe siècle, ces « civilisations » étaient assez résistantes militairement à la conquête européenne pour mériter le respect, parfois même l'admiration et, pourtant, certes, la perplexité.

Au XIXe siècle néanmoins, en conséquence de l'accélération des progrès technologiques européens, ces « civilisations » furent transformées en colonies européennes, ou au moins en semi-colonies. Les études orientales, dont le foyer originel était l'Église et dont la justification première était de soutenir l'évangélisation, se transformèrent en une pratique plus laïque, trouvant finalement une place dans les structures disciplinaires en évolution. L'institutionnalisation des études orientales fut en fait précédée par celle des études du monde méditerranéen ancien, ce qui était appelé en anglais les « *classics* ⁸ », l'étude de la propre Antiquité de l'Europe. Il s'agissait aussi de l'étude d'une civilisation qui était différente de l'Europe moderne, mais qui n'était pas traitée de la même façon que les études orientales. Elle était plutôt considérée comme l'histoire de ces peuples alors définis comme les ancêtres de l'Europe moderne, contrairement, par exemple, à l'étude de l'Égypte ou de la Mésopotamie. La civilisation de l'Antiquité était présentée comme la première phase d'un unique développement historique continu ayant culminé avec la civilisation « occidentale » moderne. Elle était donc envisagée comme un moment d'une saga singu-

⁸ Correspond en français aux « humanités », tandis que le terme *humanities*, voisin, renvoie davantage aux lettres.

lière : d'abord l'Antiquité, puis avec la conquête barbare la continuité assurée par l'Église, puis avec la Renaissance la réincorporation de l'héritage gréco-romain et la création du monde moderne. Dans cette perspective, l'Antiquité n'avait pas une histoire autonome ; elle constituait plutôt le prologue de la modernité. Par contraste, mais en suivant la même logique, les autres « civilisations » n'avaient pas davantage une histoire autonome ; elles se transformaient plutôt en récit d'histoires figées qui n'avaient pas progressé et qui, finalement, n'avaient pu culminer dans la modernité.

Les humanités correspondirent d'abord à des études littéraires, même si elles chevauchaient les études historiques de la Grèce et de Rome. En cherchant à créer une discipline séparée de la philosophie (et de la théologie), les « humanistes » définirent leur objet d'étude comme une combinaison de différents types de littérature (pas seulement le type reconnu par les philosophes), des arts (et de leur nouvel appendice, l'archéologie), et de l'histoire pratiquée sur le mode de la nouvelle histoire (ce qui ne représentait pas une masse considérable eu égard à la rareté des sources primaires). Cette combinaison rendit les humanités proches en pratique des disciplines qui émergeaient simultanément et dont l'objet d'étude était les littératures nationales de chacun des principaux États d'Europe occidentale.

Cette orientation des humanités vers les « belles-lettres » donna le ton aux nombreuses variétés d'études orientales qui commençaient à entrer dans les programmes universitaires. Étant donné les fondements de leur savoir, les chercheurs orientalistes adoptèrent une pratique très spéciale. Ce qui les intéressait n'était pas de reconstruire des séquences diachroniques, comme pour l'histoire européenne, puisque l'histoire qui les concernait n'était pas censée progresser. Il fallait plutôt comprendre et apprécier l'ensemble de valeurs et de pratiques qui permit la création de civilisations qui, bien que considérées comme « grandes », étaient néanmoins conçues comme immobiles. On pourrait arriver à une telle appréciation, selon leur argumentation, par une lecture fidèle des textes incarnant la sagesse de ces civilisations ; et ceci comportait une maîtrise linguistique et philologique assez proche de celle, traditionnelle, des moines dans leur exégèse des textes chrétiens. Dans ce sens, les études orientales résistèrent collectivement à la modernité et ne furent pas saisies, pour l'essentiel, par l'esprit scienti-

fique. Plus encore que les historiens, les chercheurs orientalistes ne trouvaient aucune vertu à la science sociale, et ils évitèrent rigoureusement toute association avec ce domaine, préférant se considérer eux-mêmes comme faisant partie des lettres. Ils remplissaient cependant une case importante des sciences sociales dans la mesure où, pendant longtemps, ils furent virtuellement les seuls dans l'université à s'engager dans l'étude des réalités sociales de la Chine, de l'Inde ou de la Perse. Il y avait, certes, quelques chercheurs en sciences sociale intéressés par la comparaison des civilisations orientales avec les civilisations occidentales (entre autres Max Weber, Arnold Toynbee et, de façon moins systématique, Karl Marx). Mais ces chercheurs comparatistes, contrairement aux orientalistes, n'étaient pas intéressés par les civilisations orientales pour elles-mêmes. Leur première préoccupation intellectuelle était plutôt d'expliquer pourquoi ce fut le monde occidental, et non ces autres civilisations, qui accéda à la modernité (c'est-à-dire au capitalisme).

Il faut également mentionner les trois domaines qui ne furent jamais des composants de premier rang des sciences sociales : la géographie, la psychologie et le droit. La géographie, comme l'histoire, était une pratique ancienne. À la fin du XIXe siècle, elle se reconstitua elle-même comme une nouvelle discipline, d'abord dans les universités allemandes, qui inspirèrent les développements qui eurent lieu ailleurs. Quoique les centres d'intérêt de la géographie étaient en premier lieu ceux d'une science sociale, elle résista à toute catégorisation. Elle chercha à combler le fossé entre les sciences naturelles, de par son intérêt pour la géographie physique, et les lettres, de par son intérêt pour ce que l'on appelait la géographie humaine (accomplissant à certains égards le même travail que les anthropologues, avec cependant un accent particulier mis sur les influences de l'environnement). De plus, la géographie était la seule discipline qui, dans sa pratique, cherchait consciemment, dans la période d'avant 1945, à être vraiment globale quant à ses objets d'étude. Ce fut sa vertu mais peut-être aussi sa faiblesse. Alors que l'étude de la réalité sociale était toujours plus compartimentée en disciplines séparées à la fin du XIXe siècle, avec une division du travail stricte, la géographie parut anachronique par ses penchants généralistes, synthétiques et peu analytiques.

Probablement pour cette raison, la géographie resta, durant toute cette période, une sorte de parent pauvre par le nombre comme par le prestige, faisant souvent office de simple appendice de l'histoire. En conséquence, la considération de l'espace et des lieux fut relativement négligée dans les sciences sociales. L'intérêt porté au progrès et aux politiques d'organisation du changement social rendit cruciale la dimension temporelle de l'existence sociale, mais laissa la dimension spatiale dans des limbes incertains. Si les processus étaient universels et déterministes, l'espace devenait théoriquement un facteur non pertinent. S'ils étaient uniques et impossibles à répliquer, il devenait tout au plus un élément (d'ailleurs secondaire) de la particularité. Dans la première conception, l'espace n'était qu'un cadre au sein duquel se déroulaient les événements ou se mettaient en oeuvre les processus, un élément essentiellement inerte, simplement présent et rien de plus. Dans la seconde conception, l'espace devenait un contexte influençant les événements (dans l'histoire idiographique, dans les relations internationales réalistes, dans les « effets de voisinage », même dans les externalités et les processus d'agglomération marshalliens). Cependant, pour l'essentiel, ces effets contextuels étaient vus comme des résidus à prendre en compte pour obtenir de meilleurs résultats empiriques, mais, en fait, secondaires pour l'analyse.

Néanmoins, la science sociale en pratique se fonda elle-même sur une conception particulière de la spatialité, encore que cette conception restât inavouée. L'ensemble des structures spatiales au travers desquelles les chercheurs en sciences sociales considéraient que les vies s'organisaient étaient les territoires souverains qui constituaient collectivement la carte politique du monde. Presque tous les chercheurs en sciences sociales supposaient que les frontières politiques fixaient les paramètres spatiaux des autres interactions clefs - la société du sociologue, l'économie nationale du macro-économiste, le régime du politologue, la nation de l'historien. Chacun présumait la convergence spatiale fondamentale entre les processus politiques, sociaux et économiques. Dans ce sens, la science sociale était en grande partie la créature, sinon la création, des États, prenant en compte leurs frontières comme des conteneurs sociaux essentiels.

La psychologie représente un cas différent. Là aussi, la discipline se sépara de la philosophie, cherchant à se constituer elle-même en

une nouvelle forme scientifique. Sa pratique néanmoins en vint à se définir non en relation avec la sphère sociale mais, à titre principal, avec la sphère médicale, ce qui signifiait que sa légitimité dépendait de la force de son association avec les sciences naturelles. De plus, les positivistes, partageant le postulat d'Auguste Comte (« l'œil ne saurait se voir lui-même »), entraînèrent la psychologie dans cette direction. Pour bon nombre, la seule psychologie qui pourrait se légitimer comme science serait celle qui serait physiologique, voire chimique. Dès lors, ces psychologues cherchèrent à aller, « Par-delà » la science sociale, vers la « biologie ». En conséquence, dans la plupart des universités, la psychologie quitta le nid des facultés des sciences sociales pour celui des facultés des sciences naturelles.

Il y eut bien sur des formes de théorisation psychologique qui mirent l'accent sur l'analyse de l'individu en société. Ces dénommés socio-psychologues cherchèrent vraiment à rester dans le camp des sciences sociales. Mais la psychologie sociale ne réussit pas pour l'essentiel à établir une pleine autonomie institutionnelle, et souffrit vis-à-vis de la psychologie le même type de marginalisation que l'histoire économique vis-à-vis de l'économie. Dans de nombreux cas, elle survécut en étant absorbée en tant que sous-discipline par la sociologie. Il y avait, bien sûr, divers genres de psychologie qui n'étaient pas positivistes : par exemple la psychologie *geisteswissenschaftliche* (Windelbrand) et la psychologie *gestalt*. La théorisation psychologique la plus forte et la plus influente, qui aurait pu évoluer vers une définition propre en tant que science sociale, la théorie freudienne, ne l'a pas fait pour deux raisons. En premier lieu, elle émergea à partir d'une pratique médicale et, en second lieu, son caractère initialement scandaleux en fit une sorte d'activité *paria*, conduisant les Psychanalystes à créer leurs propres structures de reproduction institutionnelle totalement en dehors du système universitaire. Ceci a pu préserver la psychanalyse en tant que pratique et en tant qu'école de pensée, mais a également signifié que, au sein de l'Université, les concepts freudiens trouvèrent leurs attaches principalement en dehors des départements de psychologie.

Le droit fut un troisième champ qui ne devint jamais vraiment une science sociale. Pour une raison simple : il y avait depuis longtemps une faculté de droit, et son cursus était étroitement lié à sa première

fonction de formation des juristes. Les chercheurs en sciences sociales, nomothétiques, regardaient la science du droit avec un certain scepticisme. Elle semblait trop normative, trop faiblement enracinée dans la recherche empirique. Ses lois n'étaient pas des lois scientifiques. Son contexte semblait trop idiographique. La science politique rompit avec l'analyse de telles lois et de leur histoire, de façon à analyser plutôt les principes abstraits qui régissent le comportement politique, à partir desquels il serait possible de déduire justement des systèmes juridiques rationnels.

Il y a un ultime aspect de l'institutionnalisation de la science sociale qu'il est important de noter. Le processus s'engagea au moment même où l'Europe confirmait finalement sa domination sur le reste du monde. Cela conféra toute son importance à la question qui s'imposait : pourquoi cette petite partie du monde a-t-elle été capable de vaincre toutes ses rivales et d'imposer sa volonté aux Amériques, à l'Afrique, à l'Asie ? C'était une très grande question, et la plupart des réponses lui furent apportées non à l'échelle des États souverains mais à l'échelle des « civilisations » comparées (que nous avons signalées plus haut). C'était l'Europe en tant que civilisation « occidentale » qui avait montré ses prouesses productives et militaires supérieures, pas simplement la Grande-Bretagne, la France ou l'Allemagne, quelles que soient les tailles de leurs empires respectifs. Cet intérêt pour l'explication de la domination européenne coïncida avec la transition intellectuelle darwinienne. La sécularisation du savoir promue par les Lumières se trouvait confirmée par la théorie de l'évolution, et les théories darwiniennes portaient bien au-delà de leurs origines biologiques. Bien que le modèle de la physique newtonienne dominait la méthodologie de la science sociale, la biologie darwinienne eut une influence très importante sur le travail de théorisation sociale au travers de l'apparemment irrésistible métaconstruction de l'évolution, avec une très grande importance attachée au concept de survivance des plus aptes.

On usa et abusa de ce concept de survivance des plus aptes, en le confondant souvent avec celui de succès par la compétition. Une interprétation flottante de la théorie évolutionniste a pu servir à légitimer scientifiquement l'affirmation selon laquelle le progrès avait culminé dans la supériorité évidente de la société européenne contem-

poraine : théories du développement sociétal par étapes culminant dans la civilisation industrielle, interprétations libérales (Whig) de l'histoire, déterminisme climatologique, sociologie spencerienne. Ces premières études comparées des civilisations ne furent, cependant, pas aussi stato-centriques que la science sociale parfaitement institutionnalisée. Elles se sentirent donc victimes de l'impact des deux guerres mondiales qui, ensemble, ébranlèrent l'optimisme libéral sur lequel les théories de la progression des civilisations étaient construites. Dès lors, au XXe siècle, l'histoire, l'anthropologie et la géographie marginalisèrent complètement ce qui restait de leur tradition universalisatrice, et la trinité stato-centrique formée par la sociologie, l'économie et la science politique consolida sa position en tant que noyau (nomothétique) des sciences sociales.

Ainsi, entre 1850 et 1945, une série de disciplines en vinrent à être définies comme constituant une sphère de savoir à laquelle le nom de « science sociale » était accordé. Cela fut réalisé en établissant dans les universités d'abord des chaires, puis des départements offrant des cours conduisant à des diplômes dans la discipline concernée. L'institutionnalisation de la formation s'accompagna de l'institutionnalisation de la recherche - la création de revues spécialisées dans chaque discipline, le développement d'associations de chercheurs en fonction de logiques disciplinaires (d'abord nationales, puis internationales) ; la création de collections dans les bibliothèques classées par discipline.

Un élément essentiel dans ce processus d'institutionnalisation des disciplines fut l'effort produit par chacune d'entre elles pour définir ce qui les distinguait mutuellement, notamment ce qui différenciait chacune de celles qui semblaient les plus proches par leur contenu de l'étude de la réalité sociale. Les historiens, en premier lieu, Leopold von Ranke, Barthold Niebuhr et Johann Droysen, affirmèrent leur relation particulière à un certain type de matériau, les sources archivistiques et les textes apparentes. Ils soulignèrent qu'ils étaient intéressés par la reconstruction de la réalité passée en la reliant aux besoins culturels du présent, dans un sens interprétatif et herméneutique, insistant sur l'étude des phénomènes, même les plus complexes, tels que des cultures ou des nations entières, comme des individualités et des moments (ou parties) de contextes diachroniques et synchroniques.

Les anthropologues reconstituèrent les modes d'organisation sociale de peuples qui étaient fort différents des formes occidentales. Ils démontrèrent que des coutumes étranges pour des yeux occidentaux n'étaient pas irrationnelles, mais servaient à préserver et à reproduire des peuples. Les chercheurs orientalistes étudièrent, expliquèrent et traduisirent les textes des « grandes » civilisations non-occidentales et contribuèrent beaucoup à légitimer le concept de « religions mondiales », qui trancha avec les conceptions christiano-centriques.

La plupart des sciences sociales nomothétiques soulignèrent d'abord ce qui les différençait de la discipline historique : leur intérêt à dégager des lois générales présumées régir le comportement humain, leur disposition à percevoir les phénomènes à étudier comme des cas (et non des individualités), leur besoin de segmenter la réalité humaine dans le but de l'analyser, le caractère possible et souhaitable de méthodes scientifiques rigoureuses (telles que la formulation reliée à une théorie d'hypothèses pouvant être testées par des procédures strictes, si possible quantitatives), la préférence pour la preuve produite systématiquement (par exemple des sondages) et pour des observations contrôlées à l'égard des textes canoniques et d'autres sources résiduelles.

Une fois que la science sociale fut distinguée de cette façon de l'histoire idiographique, les chercheurs en sciences sociales nomothétiques - économistes, politologues, et sociologues - s'efforcèrent de délimiter leurs terrains séparés, s'affirmant comme fondamentalement différents les uns des autres (à la fois quant à leurs objets d'études et quant à leurs méthodologies). Les économistes le firent en insistant sur la validité de la règle *ceteris paribus* pour étudier les opérations des marchés. Les politologues le firent en limitant leur intérêt aux structures étatiques formelles. Les sociologues le firent en insistant sur l'existence d'un terrain social émergent ignoré des économistes et des politologues.

Tout cela, on peut l'avancer, fut une grande réussite. L'établissement de structures disciplinaires créa des structures viables et productives de recherche, d'analyse et de formation qui donnèrent naissance à une littérature très importante que nous considérons aujourd'hui comme l'héritage de la science sociale contemporaine. En 1945, la

gamme des disciplines composant les sciences sociales était fondamentalement institutionnalisée dans la plupart des grandes universités du monde. Il y avait eu une résistance (et même souvent un refus) de ces classifications dans les pays fascistes et communistes. Avec la fin de la Seconde Guerre mondiale, les institutions allemandes et italiennes rentrèrent dans le rang, de même que les pays du bloc soviétique à la fin des années cinquante. De plus, en 1945, les sciences sociales étaient clairement distinguées, d'un côté, des sciences naturelles qui étudiaient les systèmes non-humains et, de l'autre, des « lettres » qui étudiaient la production culturelle, mentale et spirituelle des sociétés humaines « civilisées ».

Cependant, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, au moment même où les structures institutionnelles des sciences sociales semblaient pour la première fois pleinement en place et clairement délimitées, les pratiques des chercheurs en sciences sociales commencèrent à changer. Cela allait créer un fossé, appelé à s'élargir, entre, d'un côté, les pratiques et positions intellectuelles des chercheurs en sciences sociales et, de l'autre, l'organisation formelle des sciences sociales.

Ouvrir les sciences sociales

Chapitre II

Les débats au sein des sciences sociales de 1945 à nos jours

« La discipline est un principe de contrôle de la production du discours. Elle lui fixe des limites par le jeu d'une identité qui a la forme d'une réactualisation permanente des règles. »

Michel Foucault ⁹

[Retour à la table des matières](#)

Trois transformations affectèrent profondément, après 1945, la structure des sciences sociales qui avait été mise en place au cours des cent précédentes années. Le premier fut le changement de la structure politique mondiale. Les États-Unis sortirent de la Seconde Guerre mondiale avec une force économique écrasante, au sein d'un monde désormais défini politiquement par deux nouvelles réalités géopolitiques : la « guerre froide » entre les États-Unis et l'URSS et la renaissance historique des peuples non-européens du monde. La deuxième transformation fut le fait que, durant les vingt-cinq années qui suivirent 1945, le monde connut la plus large croissance productive et démographique de l'histoire, qui devait conduire à un changement d'échelle de toutes les activités humaines. La troisième transformation fut, en conséquence, l'extraordinaire expansion quantitative et géogra-

⁹ *L'ordre du discours*, Gallimard, 1971, p. 37.

phique du système universitaire dans toutes les parties du monde, ce qui mena à une multiplication du nombre des chercheurs en sciences sociales. Chacune de ces trois nouvelles réalités sociales posait un problème aux sciences sociales, telles qu'elles avaient été historiquement institutionnalisées.

La force considérable des États-Unis par rapport aux autres États influença considérablement la définition des problèmes les plus urgents à traiter et des meilleurs moyens de les aborder. L'écrasante avance économique des États-Unis dans les 15-25 années suivant la Seconde Guerre mondiale signifiait que la recherche en sciences sociales, au moins pour un moment, se situerait à l'intérieur des institutions américaines à un degré sans précédent, et ceci détermina bien sûr la manière dont les priorités allaient être définies par les chercheurs. D'un autre côté, la renaissance politique des peuples non-européens signifiait que de nombreuses affirmations de la science sociale seraient remises en question en tant qu'elles reflétaient les préjugés politiques d'une époque révolue ou en tout cas déclinante.

L'expansion débridée des systèmes universitaires à travers le monde eut des conséquences organisationnelles très particulières. Elle créa une pression structurelle dans le sens d'une spécialisation accrue, simplement due au fait que les chercheurs étaient à l'affût de niches qui pourraient définir leur originalité ou au moins leur utilité sociale. Sa conséquence la plus immédiate fut d'encourager des intrusions réciproques des chercheurs en sciences sociales dans les champs disciplinaires voisins, ignorant ce faisant les différentes légitimations que chacune des sciences sociales avait forgées pour justifier la spécificité de leurs domaines réservés. Et l'expansion économique nourrit cette spécialisation en lui fournissant les ressources qui la rendaient possible.

Il y eut une deuxième conséquence organisationnelle. L'expansion économique mondiale entraîna un changement d'échelle quantitatif - pour les appareils d'État et pour les entreprises privées mais aussi pour les organisations de recherche. Les principales puissances, largement stimulées par la guerre froide, commencèrent à investir dans les grands projets de la science naturelle, et cet investissement s'étendit aux sciences sociales. Le pourcentage alloué aux sciences sociales

était faible, mais les montants en valeur absolu étaient très élevés au regard des ressources qui étaient disponibles auparavant. Ce facteur économique encouragea une plus grande et plus complète scientification des sciences sociales. Le résultat fut l'émergence de pôles centralisés de développement scientifique avec une concentration de l'information et des talents, avec des ressources financières qui étaient fournies en premier lieu par les États-Unis et quelques autres grands États, par des fondations (le plus souvent basées aux États-Unis), et aussi, dans une moindre mesure, par des entreprises multinationales.

Partout où la structuration institutionnelle des sciences sociales était incomplète, les universitaires américains et les institutions fournirent une aide, directement et indirectement, en suivant le modèle établi, avec un intérêt tout particulier pour les tendances qui furent les plus nomothétiques. L'investissement public et privé massif dans la recherche scientifique donna à ces pôles de développement scientifique un avantage indiscutable par rapport aux orientations qui semblaient moins rigoureuses et moins orientées vers les questions de politique sociale. Ainsi, l'expansion économique renforça, au sein des sciences sociales, la légitimation mondiale des paradigmes scientifiques qui sous-tendent les réussites technologiques. Au même moment, cependant, la fin de la domination du monde occidental sur le reste du monde signifiait que de nouvelles voix allaient se faire entendre non seulement sur la scène politique mais aussi sur celle des sciences sociales.

Nous allons discuter des conséquences de ces changements dans le monde à partir de trois problèmes successifs : 1) la validité des distinctions entre les sciences sociales ; 2) le degré de « provincialisme » de l'héritage de la science sociale ; 3) l'utilité et la réalité de la distinction entre les « deux cultures ».

1. La validité des distinctions entre les sciences sociales

[Retour à la table des matières](#)

Il y avait trois lignes de clivage claires dans le système disciplinaire érigé pour structurer les sciences sociales à la fin du XIXe siècle : la ligne entre l'étude du monde moderne-civilisé (l'histoire plus les trois sciences sociales nomothétiques) et l'étude du monde non-moderne (anthropologie plus études orientales) ; à l'intérieur de l'étude du monde moderne, la ligne entre le passé (l'histoire) et le présent (les sciences sociales nomothétiques) ; à l'intérieur des sciences sociales nomothétiques, les lignes bien acérées entre l'étude du marché (l'économie), de l'État (la science politique), et de la société civile (la sociologie). Chacune de ces lignes de clivage allait être mise en question dans le monde d'après 1945.

L'innovation académique probablement la plus notable après 1945 fut la création d'études par aire régionale en tant que nouvelle catégorie institutionnelle pour regrouper le travail intellectuel. Ce concept émergea d'abord aux États-Unis pendant la Seconde Guerre mondiale. Il se répandit largement dans tout le pays dans les dix années d'après-guerre, et s'étendit subséquemment aux universités d'autres parties du monde. L'idée de base de l'étude par aire régionale était très simple. Une aire était une vaste zone géographique qui avait une cohérence culturelle, historique, et souvent linguistique, présumée. La liste telle qu'elle émergea avait un caractère très hétérodoxe : l'URSS, la Chine (ou l'Extrême-Orient), l'Amérique latine, le Moyen-Orient, l'Afrique, l'Asie du Sud, l'Asie du Sud-Est, l'Europe centrale et orientale, et plus tardivement, l'Europe occidentale aussi. Dans certains pays, les États-Unis (ou l'Amérique du Nord) devinrent aussi l'objet d'études régionales. Toutes les universités évidemment n'adoptèrent pas exactement ces catégories géographiques et il y eut de nombreuses variations.

Les études régionales étaient supposées être une sphère à la fois de recherche et de pédagogie, susceptible de rassembler toutes les per-

sonnes - premièrement des différentes sciences sociales, mais souvent aussi des lettres et parfois même des sciences naturelles - sur la base d'un intérêt partagé à accomplir un travail dans leur discipline à propos d'une région donnée ou d'une partie de celle-ci. Ces études régionales étaient par définition « pluridisciplinaires ». Les motivations politiques sous-tendant leurs origines étaient assez explicites. Les États-Unis, étant donné leur rôle politique mondial, avaient besoin d'une connaissance, et donc de spécialistes, sur les réalités courantes de ces régions, spécialement depuis qu'elles devenaient maintenant si actives politiquement. Les programmes d'études régionales étaient conçus pour former de tels spécialistes, de même que des programmes parallèles, d'abord en URSS et en Europe occidentale, puis dans de nombreuses parties du monde (par exemple au Japon, en Inde, en Australie ou dans différents pays d'Amérique latine).

Les études régionales regroupaient dans une même structure (au moins pour une part de leur vie intellectuelle) des personnes dont les affiliations disciplinaires entrecoupaient les trois clivages que nous avons mentionnés : les historiens et les chercheurs en sciences sociales nomothétiques se trouvèrent face aux anthropologues et aux chercheurs orientalistes ; les historiens face aux chercheurs en sciences sociales nomothétiques ; et ceux-ci engagés dans un face-à-face entre les différentes disciplines. De surcroît, il y eut de temps en temps des géographes, des historiens de l'art, des spécialistes de littératures nationales, des épidémiologistes, et même des géologues. Tous ces gens fabriquèrent ensemble des programmes, siégèrent dans les jurys de doctorat des étudiants de leurs partenaires, suivirent des conférences de spécialistes de la région concernée, lurent mutuellement leurs livres, et publièrent des articles dans de nouvelles revues transdisciplinaires spécialisées par région.

Quelle que fût la valeur intellectuelle de ces participations croisées, leurs conséquences organisationnelles pour les sciences sociales furent immenses. Même si les études régionales étaient présentées sous les traits de la pluridisciplinarité (un concept qui avait déjà été soumis à discussion pendant l'entre-deux-guerres), leur pratique révélait le caractère très artificiel des séparations strictes au sein des sciences sociales. Les historiens et les chercheurs en sciences sociales nomothétiques se trouvaient pour la première fois (au moins en nombre

conséquent) engagés dans l'étude d'aires non-occidentales. Cette intrusion dans le monde non-occidental de disciplines auparavant tournées vers l'étude du monde occidental ébranla la logique des arguments passés justifiant des sphères séparées appelées ethnographie et études orientales. Elle semblait impliquer que les méthodes et les modèles de l'histoire et des sciences sociales nomothétiques étaient applicables aussi bien aux régions non occidentales qu'à l'aire Europe-États-Unis. En deux décennies, les anthropologues renoncèrent à l'ethnographie en tant qu'activité définissant leur champ et cherchèrent d'autres justifications. Les chercheurs orientalistes allèrent plus loin ; ils renoncèrent jusqu'à leur nom, se fondant eux-mêmes aussi bien dans les départements d'histoire, de philosophie, de langues anciennes et de religion que dans les nouveaux départements d'études culturelles régionales couvrant la production contemporaine ainsi que les textes anciens étudiés traditionnellement par les chercheurs orientalistes.

Les études régionales affectèrent la structure même des départements d'histoire, et aussi celle des trois sciences sociales nomothétiques. Dans les années soixante, un nombre significatif de membres des facultés de ces départements se trouvaient engagés à accomplir leur travail empirique dans des parties non occidentales du monde. Le pourcentage était le plus fort en histoire, le plus faible en économie, avec la science politique et la sociologie quelque part au milieu. Cela signifiait que les discussions internes à ces disciplines étaient inévitablement affectées par le fait que les données qu'elles discutaient, les cours qu'elles demandaient aux étudiants de suivre, et les sujets de recherche acceptables étaient devenus considérablement plus larges en termes géographiques. Si l'on ajoute à cette expansion géographique de l'objet d'étude l'expansion géographique des sources de recrutement des chercheurs, la situation sociale au sein des institutions de savoir peut être décrite comme ayant subi une évolution significative dans la période postérieure à 1945.

La désintégration de la séparation intellectuelle entre l'étude des régions occidentales et non occidentales posa une question intellectuelle fondamentale, avec quelques connotations politiques plus larges. Les deux zones étaient-elles ontologiquement identiques ou différentes ? Le principe prédominant auparavant avait été qu'elles étaient suffisamment différentes pour exiger l'existence de sciences sociales

distinctes propres à les étudier. Allait-on maintenant affirmer le contraire, qu'il n'y a aucune différence de quelque ordre que ce soit qui justifierait une forme spéciale d'analyse pour le monde non-occidental. Les chercheurs en sciences sociales nomothétiques débattirent pour savoir si les généralisations (les lois) qu'ils avaient élaborées étaient également applicables aux régions non-occidentales. Pour les historiens plus idiographiques, le débat s'envisageait dans les termes d'une question qui était posée sérieusement : l'Afrique a-t-elle une histoire ? Ou seules les « nations historiques » en ont-elles ?

La réponse intellectuelle à ces interrogations fut essentiellement un compromis incertain. On pouvait la résumer ainsi : les régions non-occidentales sont analytiquement les mêmes que les régions occidentales, mais pas tout à fait ! La première forme prise par cet argument fut la théorie de la modernisation. Cela se bâtit évidemment sur de nombreuses discussions et hypothèses (explicites et implicites) dans la littérature des sciences sociales déjà existante, mais cependant la littérature sur la modernisation prit une place particulière et devint très importante dans la théorisation des sciences sociales. La thèse centrale était qu'il existe un schéma commun de modernisation de toutes les nations/peuples/régions (qui donc étaient les mêmes), mais que ces nations/peuples/régions se trouvaient à des étapes différentes de ce schéma (et n'étaient donc pas tout à fait les mêmes). En termes de politiques publiques, cela se traduisit par une préoccupation mondiale pour le « développement », terme désignant le processus par lequel un pays avance dans le schéma universel de modernisation. Du point de vue organisationnel, la préoccupation à l'égard de la modernisation/développement tendait à rassembler les multiples sciences sociales en un projet commun, et dans une position commune vis-à-vis des pouvoirs publics. L'engagement politique des États pour le développement devint l'une des principales justifications de l'octroi de fonds publics à la recherche en sciences sociales.

Le modèle de modernisation/développement avait pour caractéristique de pouvoir être également appliqué aux régions occidentales, en interprétant le développement historique du monde occidental comme le parachèvement progressif et précoce de la modernisation. Cela offrit une base sur laquelle les chercheurs en sciences sociales, autrefois nomothétiques et orientés vers le présent commencèrent à justifier

l'utilisation de données non-contemporaines même si elles étaient incomplètes, tandis que de leur côté les historiens commencèrent à se demander dans quelle mesure certaines des généralisations avancées par les chercheurs en sciences sociales nomothétiques ne les aideraient pas à éclairer leur compréhension (et même leur interprétation herméneutique) du passé. La tentative de combler le fossé entre l'histoire idiographique et les sciences sociales nomothétiques ne date pas de 1945. Elle avait une trajectoire antérieure. Le mouvement appelé « nouvelle histoire » aux États-Unis au début du XXe siècle et les écoles françaises (*les Annales* et leurs prédécesseurs) représentaient explicitement une telle tentative. Ce ne fut cependant pas avant 1945 que de telles tentatives commencèrent à bénéficier d'un soutien substantiel parmi les historiens.

En fait, ce fut seulement dans les années soixante que la quête d'une coopération serrée et même d'un mariage entre (certaines parties de) l'histoire et (certaines parties des) sciences sociales devint un phénomène très visible et très remarqué. En histoire, la conviction qu'un profil figé de la discipline ne servait désormais plus entièrement les besoins modernes gagna du terrain. Les historiens avaient été de meilleurs analystes du passé pour les politiques que pour la vie économique et sociale. Les études historiques avaient tendu à se concentrer sur des événements et sur les motivations des individus et des institutions, et avaient été moins bien armées pour analyser les processus et les structures plus anonymes qui s'inscrivaient dans la longue durée. Ces structures et processus semblaient avoir été négligés. Tout ceci devait changer avec l'élargissement de la portée des études historiques : plus d'histoire économique et sociale, pour l'intérêt qu'elle présente en soi et pour la clef qu'elle offre pour une compréhension historique générale.

Des changements fondamentaux de la discipline historique furent menés, avec l'aide des sciences sociales voisines. Les sciences sociales avaient des instruments à offrir pour l'étude de dimensions du passé qui étaient « au-dessous » ou « derrière » les institutions historiques, les événements et les idées (dimensions telles que le changement économique, la croissance démographique, la mobilité et l'inégalité sociales, le comportement et les attitudes des masses, la protestation sociale, et les modèles d'expression du vote), instruments dont les

historiens ne disposaient pas : méthodes quantitatives ; des concepts d'analyse comme la classe sociale, les attentes de rôle, ou les discordances de statut ; modèles de changement social. Certains historiens cherchaient maintenant à utiliser des « données de masse » telles que les registres de mariage, les résultats d'élection et les documents fiscaux, et pour cela l'orientation vers les sciences sociales s'avérait indispensable. L'histoire (et l'anthropologie) se prêtant davantage à la recherche quantitative, il y eut un processus de renforcement circulaire : l'argent, le nombre de chercheurs, la légitimité sociale, autant de facteurs interdépendants qui renforcèrent la confiance que la science sociale pouvait avoir dans la valeur intellectuelle de ses propres constructions conceptuelles.

Parfois, la recherche du changement dans les disciplines historiques alla de pair avec le désir de s'engager dans la critique sociale et culturelle. Il était avancé que les historiens avaient démesurément souligné le consensus et le fonctionnement des institutions, et sous-estimé les conflits, les privations et les inégalités entre les classes, les races et les sexes. La critique des paradigmes dominants se mêlait à une contestation des pouvoirs établis à l'intérieur et à l'extérieur de la profession. Parfois, comme en Allemagne, une telle tendance à la révision renforça le penchant des historiens pour les sciences sociales. L'utilisation de concepts analytiques et d'approches théoriques était en soi une manière d'exprimer l'opposition au paradigme « historiciste » établi qui accentuait l'approche herméneutique et l'emploi d'un langage aussi proche des sources que possible. Quelques traditions de la science sociale semblaient offrir des instruments spécifiques pour le développement d'une histoire « critique », ou plutôt d'une « science sociale historique critique ». Mais dans d'autres pays, comme les États-Unis, qui non seulement avaient d'autres traditions en histoire, moins « historicistes », mais aussi une tradition en sciences sociales moins critique, les historiens révisionnistes radicaux se sentirent moins attirés par les approches des sciences sociales.

L'économie, la sociologie et la science politique s'épanouissaient dans la période de l'après-guerre, jouissant en partie du reflet de la gloire des sciences naturelles, et leurs prestige et influence élevés étaient une raison supplémentaire pour les historiens d'endosser leurs travaux. Au même moment, certains chercheurs en sciences sociales

commençaient à pénétrer dans des domaines autrefois réservés aux historiens. Cette expansion des sciences sociales nomothétiques dans la sphère de l'histoire prit cependant deux formes différentes. D'un côté, il y eut l'application de théories, modèles et procédures relativement spécifiques et restreints des sciences sociales à des données sur le passé (et parfois même en provenant) - par exemple des études sur les comportements électoraux, sur la mobilité sociale, et sur la croissance économique. De telles données étaient traitées comme d'autres variables ou indicateurs dans les sciences sociales empiriques. Elles étaient donc standardisées (en séquences temporelles), isolées et corréliées. Cela était appelé parfois « *social science history* ». Ces chercheurs en sciences sociales élargissaient les espaces d'où ils tiraient leurs données mais ils n'estimèrent pas nécessaire ou désirable de changer leurs procédures pour autant ; ils ne devinrent certainement pas des historiens traditionnels. La plupart n'attendaient ni ne trouvaient quelque chose de différent dans le passé. Les données sur le passé semblaient plutôt corroborer ou, au plus, modifier légèrement les lois générales qui les intéressaient fondamentalement. Mieux encore, parfois, les résultats de telles recherches devinrent très importants pour les historiens et contribuèrent à une meilleure connaissance du passé de leur part.

Il y eut cependant une tendance différente à l'égard de l'histoire chez certains autres chercheurs en sciences sociales, intéressés par la description et l'explication du changement social à grande échelle, parfois dans la tradition weberienne, d'autres fois dans la tradition marxienne, souvent quelque part entre les deux. Ils produisirent différents types de ce que l'on se mit à appeler « sociologie historique ». Ils critiquaient l'ahistoricisme de leurs collègues, qui semblaient avoir perdu à leurs yeux le sens des meilleures traditions des sciences sociales. Le travail qu'ils faisaient était moins « scientifique » et plus « historiciste ». Ils prenaient au sérieux les contextes historiques spécifiques et plaçaient le changement social au centre des histoires qu'ils racontaient. Leurs recherches ne visaient pas principalement à tester, modifier et formuler des lois (par exemple sur la modernisation), mais utilisaient plutôt des règles générales pour expliquer des phénomènes complexes et changeants ou les interpréter à la lumière de ces modèles généraux. Dans les années soixante, cette critique de l'ahistoricisme fut de plus en plus formulée par de plus jeunes chercheurs qui se tour-

naient vers la critique sociale. Leur attaque de « l'Establishement » des sciences sociales incluait le reproche d'avoir négligé le caractère central du changement social, favorisant le mythe du consensus, et d'avoir fait preuve d'une confiance en soi naïve, voire arrogante, en appliquant les concepts occidentaux à l'analyse de phénomènes et cultures très différents.

Dans le cas de la « *social science history* », les chercheurs évoluaient vers une conception de l'histoire comme conséquence de la logique et des dynamiques d'expansion de leurs disciplines. Ils cherchaient moins à « jeter des ponts » vers l'histoire qu'à acquérir de plus vastes bases de données. Cela n'était pas vrai pour les tenants de la « sociologie historique », dont le travail impliquait une critique des méthodologies prédominantes. Une motivation semblable était à l'œuvre parmi bon nombre des historiens qui appelaient à un usage des techniques et théories des sciences sociales. Il y eut une convergence des écrits des chercheurs en sciences sociales historicisants avec les historiens structuralistes, qui sembla prendre son rythme dans les années soixante-dix, même s'il restait tout de même quelques différences de style : proximité par rapport aux sources, niveau de généralisation, degré de présentation narrative, et même technique d'annotation en bas de page.

Cette évolution vers une plus forte coopération entre l'histoire et les autres sciences sociales demeura néanmoins un phénomène minoraire. De surcroît, en plus du rapprochement histoire-sociologie, il semblait s'en installer d'autres entre l'histoire et chacune des autres sciences sociales : économie (par exemple la « nouvelle histoire économique »), la science politique (par exemple le « nouvel institutionnalisme »), l'anthropologie (« l'anthropologie historique »), et la géographie (la « géographie historique »). Dans tous ces domaines, une partie de la convergence se traduit par la simple expansion du champ des données traditionnel d'une science sociale particulière, et une autre partie prit la forme de la réouverture de questions méthodologiques fondamentales.

Le chevauchement croissant des trois sciences sociales nomothétiques traditionnelles - économie, science politique et sociologie - fut moins controversé ; Les sociologues ouvrirent la voie, en pratiquant

des les années cinquante à la fois la « sociologie politique » et la « sociologie économique » comme champs du premier plan de la discipline. Les politologues suivirent le modèle. Ils étendirent leurs préoccupations au-delà des institutions gouvernementales formelles, redéfinissant leurs objets d'études pour inclure tous les processus sociaux ayant des implications ou des intentions politiques : l'étude des groupes de pression, des mouvements de protestation, des organisations communautaires. Et lorsque certains chercheurs critiques des sciences sociales réintroduisirent le terme d'« économie politique », d'autres, moins critiques, réagirent en essayant de donner au terme et à son objet d'étude une connotation plus classiquement nomothétique. Le résultat commun fut, néanmoins, l'engagement des politologues dans une prise en compte plus approfondie des processus économiques. Pour les économistes, la domination des idées keynésiennes dans l'immédiat après-guerre ressuscita l'intérêt pour la « macro-économie », après quoi la ligne de démarcation avec la science politique devint moins claire puisque l'objet d'analyse était en grande partie les politiques des gouvernements et des organismes intergouvernementaux. Plus tard, quelques économistes non keynésiens commenceront à vanter les mérites des modèles analytiques de l'économie néo-classique pour l'étude de sujets considérés traditionnellement comme relevant de la sociologie, tels que la famille ou la déviance sociale.

Les trois disciplines augmentaient leur degré de recours aux techniques quantitatives et même aux modélisations mathématiques dans les premières années de l'après-guerre ; en conséquence, la distinction entre leurs approches méthodologiques diminuait. Quand le mouvement critique commença à nourrir les débats internes de ces sciences sociales, les limitations que les chercheurs critiques de chaque discipline reprochaient aux doctrines positivistes prévalant dans leur domaine étaient très semblables. Encore une fois, il n'y a pas lieu d'exagérer. Sur le plan organisationnel, les trois disciplines restèrent assez distinctes, et personne ne manqua de défendre cette séparation. Néanmoins, au fil des ans, s'agissant aussi bien de l'« *Establishment* », que des versions critiques de chaque discipline, il commença à y avoir un chevauchement croissant des objets d'étude et des méthodologies des trois sciences sociales nomothétiques.

Les multiples interférences entre les disciplines eurent une double conséquence. Non seulement il devenait de moins en moins facile de distinguer clairement leurs frontières sur le plan de leurs domaines d'intérêt comme de leurs méthodes de traitement des données, mais on pouvait constater aussi une hétérogénéité de plus en plus grande de chaque discipline en raison de l'étirement des limites des sujets possibles d'investigation. Ceci conduisit à un questionnement interne considérable de la cohérence des disciplines et de la légitimité des postulats intellectuels utilisés par chacune d'entre elles pour revendiquer une existence séparée. Une des façons de manier ce problème fut la tentative de créer de nouveaux termes « interdisciplinaires », comme les études de communication, les sciences administratives et les sciences du comportement.

Certains virent dans le recours croissant à la pluridisciplinarité une expression de la réponse flexible des sciences sociales aux problèmes rencontrés et aux objections intellectuelles adressées à la structuration des disciplines. Ils trouvaient que la convergence entre des parties des sciences sociales et des parties de l'histoire vers une science sociale plus complète avait été une approche créative, qui avait généré une interpénétration fructueuse et méritait d'être poussée plus loin. D'autres avaient un sentiment moins optimiste sur ce qui avait été accompli. Ils considéraient que la concession faite à « l'interdisciplinarité » avait servi autant à sauver la légitimité des disciplines existantes qu'à surmonter le déclin de leur logique de séparation. Ils préconisaient donc une reconstruction plus radicale pour dépasser ce qu'ils percevaient comme une confusion intellectuelle.

De quelque manière qu'on apprécie la tendance très claire du thème de la pluridisciplinarité, les conséquences organisationnelles semblent évidentes. Alors que le nombre de noms utilisés pour classer l'activité de connaissance de la science sociale avait été fermement réduit entre 1850 et 1945, aboutissant à une liste relativement courte de termes pour désigner les disciplines, la période d'après 1945 vit la courbe s'inverser dans l'autre sens, avec des nouveaux noms apparaissant sans cesse et trouvant les bases institutionnelles appropriées : nouveaux programmes ou même nouveaux départements au sein de l'Université ; nouvelles associations de recherche ; nouvelles

revues ; et nouvelles catégories de classification des livres dans les bibliothèques.

La validité des distinctions au sein des sciences sociales était probablement le point principal du débat critique dans les années cinquante et soixante. Vers la fin des années soixante, puis très clairement dans les années soixante-dix, deux autres questions qui avaient surgi dans l'après-guerre se posèrent avec une particulière acuité : le degré d'« eurocentrisme » de la science sociale (en fait de tout le savoir) et donc la mesure dans laquelle l'héritage de la science sociale pouvait être considéré comme provinciale ; ainsi que le point jusqu'où la division de la pensée moderne en « deux cultures » était un mode pertinent d'organisation de l'activité intellectuelle. C'est à ces deux questions que nous allons maintenant nous intéresser.

2. Jusqu'à quel point l'héritage de la science sociale est-il provincial ?

[Retour à la table des matières](#)

La revendication d'universalité, quelle que soit sa qualification - pertinence universelle, applicabilité universelle, validité universelle - est inhérente à la légitimation de toute discipline académique. Cela fait partie de ce qui est requis pour leur institutionnalisation. Cette légitimation peut se présenter sur des bases, morales, pratiques, esthétiques ou politiques, ou une combinaison de tout cela, mais tout savoir institutionnalisé provient du postulat selon lequel, d'une part, les leçons d'une expérience ont une portée significative pour une autre expérience et, d'autre part, la liste des expériences potentielles est pratiquement infinie. À dire vrai, de telles affirmations sont rarement convaincantes une fois pour toutes. Les trois principales catégories du savoir contemporain (les lettres, les sciences naturelles et les sciences sociales), de même que les disciplines considérées comme appartenant à chacune d'entre elles, ont toutes lutté continuellement sur différents fronts - intellectuel, idéologique, et politique - pour maintenir leur revendication d'universalité. Ceci est dû au fait que de telles prétentions sont bien sûr historiquement spécifiques, concevables seulement à

partir d'un système social particulier, toujours mises en oeuvre au travers d'institutions et de pratiques historiques, et donc périssables.

L'universalisme de toute discipline - ou de tout secteur plus large regroupant plusieurs disciplines - repose sur un mélange particulier et changeant de revendications intellectuelles et de pratiques sociales. Ces revendications et pratiques se nourrissent les unes les autres et sont, à leur tour, mises en valeur par la reproduction institutionnelle de la discipline ou division. Le changement prend le plus souvent la forme d'une adaptation, un réglage fin et continu à la fois des leçons universelles supposées transmises et de leurs voies de transmission. Historiquement, cela a signifié que, une fois que la discipline était institutionnalisée, il devenait difficile de contester ses revendications d'universalité, quel que soit leur degré actuel de plausibilité intellectuelle.

La quête d'universalité, même si elle était sincèrement poursuivie, n'a donc pas pu s'effectuer longtemps dans le développement historique des sciences sociales. Au cours des récentes années, les critiques ont été sévères dans leur dénonciation des échecs et inadaptations des sciences sociales dans cette quête. Les critiques les plus extrêmes ont suggéré que l'universalité est un objectif irréalisable. Mais la plupart des chercheurs en sciences sociales continuent à croire que c'est un objectif valable et plausible, même si, jusqu'à maintenant, la science sociale a été, à un degré inacceptable, provinciale. Certains affirmeraient même que les récentes critiques formulées par des groupes autrefois exclus du monde de la science sociale créent enfin les conditions de réalisation d'un véritable universalisme.

À bien des égards, les problèmes les plus graves se sont posés pour les trois sciences sociales les plus nomothétiques. En prenant les sciences naturelles pour modèle, elles ont nourri trois types d'ambition qui se sont avérées impossibles à réaliser sous la forme universaliste attendue : une ambition de prédiction ; une ambition de régulation ; lesquelles reposaient elles-mêmes sur une ambition de précision quantifiable. Tandis que les sujets de débat dans les domaines couverts par les lettres étaient parfois considérés comme relevant de préférences subjectives du chercheur, les sciences sociales nomothétiques se bâtissent elles-mêmes sur le postulat en vertu duquel le résultats sociaux

peuvent être mesurés, et que ces mesures elles-mêmes peuvent être admises universellement.

Le pari de la production d'un savoir universel par la science sociale nomothétique était en fait, nous le voyons rétrospectivement, assez risqué. Contrairement au monde naturel tel qu'il est défini par les sciences naturelles, le domaine des sciences sociales est un domaine où non seulement l'objet d'étude comprend les chercheurs eux-mêmes, mais aussi où les personnes étudiées par les chercheurs peuvent entrer en dialogue avec eux ou même formuler des contestations de toutes sortes. Les sujets de débat dans les sciences naturelles sont normalement résolus sans recourir à l'opinion de l'objet étudié. Par contraste, les gens (ou leurs descendants) étudiés par les chercheurs en sciences sociales sont entrés de plus en plus dans la discussion, que leur opinion fût recherchée ou non par les spécialistes, pour lesquels elle était d'ailleurs fréquemment malvenue. Cette intrusion a de plus en plus souvent pris la forme d'un défi aux prétentions universalistes. Des voix dissidentes - notamment (mais pas seulement) féministes - mirent en question la capacité des sciences sociales à rendre compte de leur réalité. Elles avaient l'air de dire aux chercheurs : « Votre analyse a pu être appropriée pour votre groupe. Mais elle est tout simplement inadaptée à notre cas. » Ou même plus radicalement, les dissidents mirent en question le principe même de l'universalisme. Ils affirmaient que ce que les sciences sociales présentaient comme applicable au monde entier représentait en fait les vues d'une minuscule minorité de l'humanité. Plus encore, ajoutaient-ils, les conceptions de cette minorité en étaient venues à dominer le monde du savoir, simplement parce que cette minorité était aussi dominante en dehors des universités.

Le scepticisme à l'égard des vertus des sciences sociales comme interprétations impartiales du monde humain précéda leur institutionnalisation ; il apparaît dans les travaux de penseurs occidentaux éminents, de Herder et Rousseau à Marx et Weber. À bien des égards, les dénonciations courantes de ces disciplines comme entreprises eurocentriques/ masculines/ bourgeoises sont, dans une certaine mesure, la répétition de critiques antérieures, implicites et explicites, formulées par des praticiens comme par des personnes extérieures aux sciences sociales, mais qui avaient été largement ignorées.

Il n'est guère surprenant que les sciences sociales, élaborées en Europe et en Amérique du Nord au XIXe siècle, fussent eurocentriques. Le monde européen de cette époque se sentait culturellement triomphant, et à bien des titres il l'était. L'Europe avait conquis le monde, aussi bien politiquement qu'économiquement. Ses réussites technologiques étaient un élément essentiel de cette conquête, et il semblait logique de relier cette supériorité technologique à une supériorité scientifique, à une vision du monde supérieure. Il paraissait plausible d'identifier le succès européen à un mouvement vers le progrès universel. La période 1914-1945 marqua un premier choc, semblant démentir les prétentions occidentales au progrès moral, mais en 1945 le monde occidental reprit confiance. Ce n'est que lorsque la domination politique de l'Ouest commença à être substantiellement contestée après 1945, et lorsque l'Extrême-Orient devint un nouveau Pôle économique très puissant dans les années soixante-dix, que le défi lancé à l'universalité culturelle des idées occidentales commença à être pris au sérieux. De plus, ce défi ne provenait pas simplement de ceux qui pouvaient se sentir délaissés par les analyses de la science sociale mais aussi de l'intérieur de la science sociale occidentale. Les doutes de l'Occident sur lui-même, qui n'avaient habité jusque-là qu'une petite minorité, commençaient maintenant à s'étendre bien au-delà.

C'est donc dans un contexte de changement de la répartition mondiale des puissances que le problème du caractère provincial des sciences sociales telles qu'elles s'étaient historiquement développées vint à l'ordre du jour. Ce n'était que le corollaire, sur le plan de la civilisation, de la perte par l'Occident de sa domination politique et économique incontestée. Ce problème de civilisation ne prit cependant pas la forme d'un conflit direct. Les attitudes étaient profondément ambiguës, et les chercheurs, occidentaux comme non-occidentaux, ne formèrent aucun groupe ayant une position homogène sur cette question (et *a fortiori* pas de groupes en opposition l'un à l'autre). Sur le plan organisationnel, les liens entre eux étaient complexes. De nombreux chercheurs non-occidentaux avaient été formés dans des universités occidentales, et de plus nombreux encore se considéraient engagés dans les épistémologies, méthodologies, et théorisations associées à la recherche occidentale. Inversement, il y avait quelques chercheurs occidentaux, bien que faibles en nombre, très familiers de la pensée

courante de chercheurs non-occidentaux et profondément influencés par elle.

Au total, dans la période 1945-1970, les conceptions en sciences sociales qui étaient dominantes en Europe et en Amérique du Nord le restèrent aussi dans le monde non-occidental. En fait, cette période fut celle de l'expansion considérable de la recherche en sciences sociales dans le monde non-occidental, souvent sous l'égide ou avec l'aide d'institutions occidentales, qui plaidaient pour l'acceptation du caractère universellement normatif des disciplines telles qu'elles s'étaient développées à l'Ouest. Les chercheurs en sciences sociales, au même titre que des dirigeants politiques ou religieux, ont une mission ; ils recherchent l'acceptation universelle de certaines pratiques dans l'idée que cela maximisera la possibilité d'atteindre certains buts, comme la connaissance de la vérité. Sous la bannière de l'universalité de la science, ils veulent définir les formes du savoir qui sont scientifiquement légitimes et celles qui tombent en dehors du cercle de l'acceptabilité. Parce que les idéologies dominantes se définissent elles-mêmes comme reflétant et incarnant la raison, gouvernant l'action et déterminant les paradigmes universels, rejeter ces conceptions revenait à choisir « l'aventure » contre « la science », et à opter, apparemment, pour l'incertitude contre la sécurité intellectuelle et spirituelle. Durant cette période, la science sociale occidentale continua à occuper une forte position sociale, et elle utilisa ses avantages économiques ainsi que sa prééminence spirituelle pour propager ses conceptions en tant que science sociale de référence. De plus, cette mission de la science sociale occidentale s'avéra extrêmement attirante pour les chercheurs du reste du monde qui, en adoptant ces vues et pratiques, se voyaient rejoindre la communauté universelle de la recherche.

La contestation du caractère provincial de la science sociale depuis la fin des années soixante était initialement, et peut-être plus fondamentalement, une contestation de sa prétention à représenter l'universalité. Cette critique fut formulée par des féministes contestant l'orientation masculine, par différents groupes refusant l'eurocentrisme et, plus tard, par de multiples groupes soulevant le problème d'autres préjugés encore, qui leur semblaient grever les postulats des sciences sociales. Les formes des arguments tendaient à être parallèles, même si les détails historiques différaient : démonstrations de la réalité des pré-

jugés ; jugements sur les conséquences de ces préjugés sur les thèmes de recherche et les sujets étudiés ; l'origine sociale historiquement étroite du recrutement des chercheurs ; la mise en cause des sous-basements épistémologiques des analyses.

Il est important d'analyser ces critiques pour distinguer la contestation épistémologique de la contestation politique, même si les deux apparaissent très liés à de nombreuses personnes des deux côtés du débat intellectuel. La contestation politique concernait le recrutement du personnel (étudiants, professeurs) au sein des structures universitaires (allant de pair avec une contestation similaire dans le monde politique plus large). Il était affirmé qu'il y a toute sorte de groupes « oubliés » dans les sciences sociales - les femmes, le monde non-occidental en général, les « minorités » dans les pays occidentaux, et d'autres groupes historiquement définis comme politiquement et socialement marginaux.

Un des arguments principaux pour en finir avec les exclusions dans les structures scientifiques était que cela servirait le développement d'un savoir valide. Au niveau le plus simple, affirmait-on, la plupart des chercheurs s'étudiaient eux-mêmes durant les deux cents dernières années, quelle que soit la manière dont ils se définissaient eux-mêmes ; et ceux qui étudiaient les « autres » avaient eu tendance à les définir par comparaison ou par contraste avec eux-mêmes. La solution préconisée coulait de source : si l'on étend le champ du recrutement de la communauté universitaire, on étendra très probablement le champ des objets d'étude. Et ainsi fut-il, comme on peut le voir par une rapide comparaison des intitulés des interventions dans des colloques universitaires contemporains ou des titres de livres publiés aujourd'hui avec ceux des années cinquante. Ce fut en partie le résultat naturel de l'expansion quantitative du nombre des chercheurs en sciences sociales et le besoin corrélatif de trouver des nouvelles niches de spécialisation, mais ce fut aussi clairement la conséquence de la pression pour l'élargissement de la base sociale de recrutement des chercheurs et de la légitimation croissante de nouveaux domaines d'investigation.

Le défi de la subjectivité culturelle a été cependant plus profond encore que la question des origines sociales des chercheurs. Les nouvelles « voix » au sein de la communauté des sciences sociales déve-

loppèrent des questions théoriques qui allaient au-delà du problème des thèmes ou sujets de recherche légitime, et même au-delà de l'argument selon lequel les évaluations sont différentes quand les perspectives sont différentes. La thèse de ces nouvelles voix était que, de surcroît, il y avait des présupposés construits au sein même de l'édifice théorique des sciences sociales (et en fait même dans les sciences naturelles et les lettres), dont bon nombre comprenaient des jugements, des méthodes ou des raisonnements *a priori* qui n'avaient aucune justification théorique ni empirique. En conséquence, ces éléments *a priori* devaient être identifiés, analysés et remplacés par des postulats plus justifiables.

C'est dans ce sens que ces demandes faisaient partie d'une demande plus générale d'ouverture des sciences sociales. Cela ne signifie pas que chaque nouvelle proposition émise au nom d'une telle théorisation renouvelée soit correcte ou justifiable. Cela plaide simplement pour le caractère éminemment valable et prioritaire, pour les sciences sociales contemporaines, de l'entreprise de soumission de toutes nos prémisses théoriques à une inspection des assertions *a priori* cachées et injustifiées. Ces nouveaux modes d'analyse appellent donc à l'utilisation de la recherche, de l'analyse et du raisonnement pour engager une réflexion sur la place et le plan de la différence (race, sexe, sexualité, classes) dans notre théorisation.

En 1978, Engelbert Mveng, un savant africain, écrit :

« L'Occident est d'accord avec nous aujourd'hui pour affirmer que l'approche de la vérité passe par des voies innombrables, autres que la logique aristotélico-thomiste ou la dialectique hégélienne. Mais les sciences humaines elles-mêmes doivent être décolonisées ¹⁰. »

L'appel à une inclusion, à une élucidation des prémisses théoriques a été un appel à la décolonisation, c'est-à-dire à une transformation des relations de pouvoir qui ont créé cette forme particulière d'institutionnalisation des sciences sociales que nous avons connue.

¹⁰ E. Mveng, « Récents développements de la théologie africaine », *Bulletin de théologie africaine*, vol. 5, no 9, janvier-juin 1983, p. 141.

Les différentes théories de la modernisation identifiaient les aspects des sociétés traditionnelles qui contrastent avec ceux des sociétés modernes, mais, ce faisant, ils tendirent à négliger la complexité de leurs organisations internes. Il y existe pourtant des conceptions alternatives de concepts des sciences sociales aussi importants que le pouvoir et l'identité. Il est possible de détecter dans bon nombre de discours non occidentaux des concepts et des logiques estimant que le pouvoir est éphémère et irréel, ou que la légitimité doit provenir d'un contenu substantiel plutôt que de procédures formelles.

Par exemple, l'application bouddhiste Mahayana du concept de « maya » à l'État, aux clans puissants et dominants, est là pour démentir l'omniprésence de la logique de pouvoir, prédominante dans les discours monothéistes. Le concept taoïste de la « voie » (« Tao ») légitime conçoit la légitimité comme une association existentielle avec les réalités chaotiques au-delà de la légitimité bureaucratique du Confucianisme. De même pour l'identité. Les bouddhistes Mahayana croient qu'elle n'est jamais absolue et qu'elle doit toujours s'accompagner d'une acceptation des autres communautés. Dans les Caraïbes (et ailleurs dans les régions afro-américaines), les frontières entre les formes linguistiques, religieuses et musicales d'un côté et les catégories ethno-raciales de l'autre, ont été fluides et les individus les ont franchies très facilement. Alors que certains spécialistes des sciences sociales se sont référés péjorativement à la production d'un nombre démesuré de conceptions d'identités multiples, les populations locales tendaient à voir ceci plutôt comme un avantage que comme un inconvénient.

Cet argument n'est pas présenté pour vanter les mérites de conceptions alternatives du pouvoir et de l'identité, mais plutôt pour suggérer la nécessité pour les sciences sociales d'introduire ce débat dans les fondations mêmes de ses constructions analytiques. Si la science sociale est un exercice de recherche d'un savoir universel, « l'autre » ne peut logiquement exister, puisque « l'autre » fait partie de « nous » - ce « nous » qui est étudié, ce « nous » qui est partie prenante de l'étude.

En bref, universalisme et particularisme ne sont pas nécessairement opposés. Comment pouvons-nous dépasser ce cadre limitatif ?

Les tensions entre universalisme et particularisme ne constituent pas une découverte mais le centre d'un débat récurrent dans les sciences sociales au cours des deux cents dernières années de différentes manières. L'universalisme a été attaqué en tant que forme déguisée d'un particularisme, oppressif en tant que tel. Assurément, certaines choses sont universellement vraies. Le problème est que ceux qui détiennent le pouvoir social ont une tendance naturelle à trouver universel l'état présent des choses dans la mesure où il leur est favorable. La définition de vérités universelles a donc changé en fonction de la variation de la distribution des pouvoirs.

La vérité scientifique est elle-même historique. Le problème des lors n'est pas simplement de déterminer ce qui est universel mais ce qui est évolutif, et dans quelle mesure ce qui évolue est nécessairement assimilable au progrès. Comment les sciences sociales peuvent-elles s'accommoder du fait d'avoir à décrire, formuler des vérités sur un monde inéquitable dans lequel les chercheurs eux-mêmes sont impliqués ? Les revendications d'universalité ont toujours été formulées par des personnes particulières, lesquelles se sont trouvées elles-mêmes en opposition avec d'autres personnes ayant des revendications concurrentes. Le fait qu'il y a des conceptions particularistes concurrentes sur ce qui est universel nous oblige à prendre au sérieux les questions sur la neutralité du chercheur. Les sciences naturelles ont depuis longtemps admis l'influence de l'observateur sur ce qui est observé. Et néanmoins, cette assertion reste controversée dans les sciences sociales où, pourtant, cette réalité pourrait sembler plus évidente.

Ici, il peut être utile d'observer que le récent débat sur l'universalisme a mêlé trois questions : la distinction entre assertions descriptives et analytiques (lesquelles peuvent être simultanément vraies) ; la validité d'assertions reflétant des intérêts concurrents (lesquels peuvent être autant valides et autant intéressés les uns et les autres) ; et la rationalité critique comme base de la communication scientifique. On peut chercher à distinguer ce qui est caché derrière l'universalisme et le particularisme en tant que catégories : comme objets, comme objectifs, comme langages et comme métalangages. Mettre les métalangages en lumière et les soumettre à la rationalité critique peut être le seul moyen par lequel nous pouvons choisir notre mélange de l'universel et du particulier en tant qu'objets, objectifs et langages.

Si l'universalisme, tous les universalismes, sont historiquement contingents, y a-t-il un quelconque moyen pour bâtir un seul universalisme valable pour le temps présent ? Est-ce que la solution à l'universalisme contingent réside dans les ghettos ou dans l'intégration sociale ? Y a-t-il un universalisme plus profond qui va au-delà de l'universalisme formaliste des sociétés et de la pensée modernes, un universalisme qui accepte les contradictions à l'intérieur de son universalité ? Pouvons-nous promouvoir un universalisme pluraliste, par analogie avec le panthéon indien où un dieu unique a de nombreux avatars ?

Ceux qui ont moins de pouvoir se trouvent toujours, en quelque sorte, devant un double lien : il n'y a pas une bonne réponse aux universalismes prédominants. S'ils acceptent leur sagesse, ils se trouvent eux-mêmes exclus ou abaissés dans les prémisses mêmes de la théorisation. Mais s'ils hésitent à agir dans le cadre des universalismes prédominants, ils se trouvent dans l'impossibilité de fonctionner correctement au sein du système, que ce soit politiquement ou intellectuellement, et sont donc empêchés d'améliorer leur situation. La conséquence pour ceux qui sont exclus est, initialement, qu'ils font un va-et-vient, à la fois politique et culturel, entre l'intégration et la séparation. Et lorsque cela devient trop lassant, ils en arrivent parfois à détruire ensemble tous les universalismes. Les sciences sociales font actuellement face à de telles tentatives. La question qui nous est posée est donc de déterminer comment l'on peut ouvrir les sciences sociales de telle façon qu'elles puissent répondre adéquatement et complètement aux objections légitimes sur leur caractère provincial et ainsi justifier la revendication d'une pertinence, d'une applicabilité ou encore d'une validité universelles.

Nous partons de la conviction très ferme qu'une forme d'universalisme est le but nécessaire d'une communauté de discours. En même temps, nous reconnaissons que tout universalisme est historiquement contingent, en ce qu'il produit un mode de traduction tout en établissant simultanément les termes du débat intellectuel, ce qui en fait une source de pouvoir intellectuel. Nous reconnaissons que tout universalisme génère ses propres réponses, et que ces réponses sont, en un certain sens, déterminées par la nature de(s) universalisme(s) domi-

nant(s). Et nous croyons qu'il est important d'accepter la coexistence de différentes interprétations d'un monde incertain et complexe. Seul un universalisme pluraliste nous permettra de saisir la richesse des réalités sociales dans lesquelles nous vivons et avons vécu.

3. La réalité et la validité de la distinction entre les « deux cultures »

[Retour à la table des matières](#)

Il y a eu deux évolutions frappantes de la structuration des savoirs depuis les années soixante. Elles viennent de deux pôles opposés des divisions universitaires du savoir, mais les deux ont mis en question la réalité et la validité de la distinction entre les « deux cultures ». La longue et lente ébullition des insatisfactions dans les sciences naturelles à l'égard des postulats newtoniens, qui remonte au minimum à Henri Poincaré à la fin du XIXe siècle, commença à exploser : dans la production intellectuelle, dans le nombre des adeptes, dans la visibilité au public. Ce fut sans aucun doute en partie le résultat du même type de pression pour une différenciation exercée par une croissance numérique absolue qui jouait son rôle dans l'agitation des sciences sociales. Mais, de façon plus importante, ce fut la conséquence de l'incapacité de plus en plus manifeste des anciennes théories scientifiques à offrir des solutions plausibles aux difficultés rencontrées par les scientifiques lorsqu'ils cherchaient à résoudre des problèmes concernant des phénomènes toujours plus complexes.

Ces développements dans les sciences naturelles et les mathématiques furent importants pour les sciences sociales à deux titres. En tout premier lieu, le modèle d'épistémologie nomothétique, qui était devenu toujours plus dominant dans les sciences sociales depuis 1945, était fondé précisément sur l'application de la sagesse des concepts newtoniens à l'étude des phénomènes sociaux. L'utilisation de ce modèle dans les sciences sociales perdait ainsi son soubassement le plus sûr. En second lieu, de nouvelles réflexions dans les sciences naturelles privilégiaient la non-linéarité sur la linéarité, la complexité sur la simplification, l'impossibilité d'extraire le « mesureur » de ce qui est me-

suré, et même pour certains mathématiciens la supériorité d'une perspective interprétative qualitative sur la précision quantitative qui est plus limitée en exactitude. Et le plus important est que ces scientifiques insistaient sur la flèche du temps. En bref, les sciences naturelles commençaient à paraître plus proches de ce qui avait été qualifié avec dédain de science sociale « molle » que de ce qui avait été vendu comme science sociale « dure ». Ceci non seulement commença à changer le rapport de forces dans les luttes internes des sciences sociales, mais aussi servit à réduire la forte distinction entre science naturelle et science sociale en tant que « superdomaines ». Cette diminution des contradictions entre sciences naturelles et sciences sociales n'impliquait pas cependant, comme on avait pu le chercher autrefois, de concevoir une humanité mécanique, mais au contraire de concevoir la nature comme active et créative.

La science classique, dans sa version cartésienne, avait décrit le monde comme un automate, déterministe et susceptible d'une description totale sous la forme de lois causales, ou « lois de la nature ». Dorénavant, beaucoup de scientifiques estimeraient que le monde devrait être décrit assez différemment ¹¹. Ils parlent d'un monde plus instable, beaucoup plus complexe, un monde où les perturbations jouent un grand rôle, et dont l'une des questions clefs est d'expliquer comment surgit une telle complexité. Ces scientifiques ne croient plus que le macroscopique puisse être simplement déduit en principe d'un monde microscopique plus simple. Beaucoup pensent maintenant que ces systèmes complexes s'auto-organisent, et que, en conséquence, la nature ne peut plus être considérée comme passive.

Ce n'est pas qu'ils jugent fausse la physique newtonienne, mais ils estiment que les systèmes stables, réversibles dans le temps, que la science newtonienne décrit ne représentent qu'un segment particulier limité de la réalité. Par exemple, la science newtonienne permet de décrire le mouvement des planètes, mais pas les systèmes en équilibre ou proches de l'équilibre mais pas les systèmes loin de l'équilibre, qui sont au moins, aussi fréquents sinon plus que les premiers. Les conditions d'un système loin de l'équilibre ne répondent pas aux caractéristiques d'un modèle de réversibilité temporaire, c'est-à-dire un modèle

¹¹ V. Ilya Prigogine, *Les lois du chaos*, Flammarion, 1994.

où il suffit de connaître la « loi » et les conditions initiales pour prédire les états futurs. Un système loin de l'équilibre est plutôt l'expression d'une « flèche du temps », dont le rôle est essentiel et constructif. Dans un tel système, le futur est incertain et les conditions sont irréversibles. Les lois que l'on peut formuler énumèrent donc seulement des possibilités, jamais des certitudes.

En conséquence, l'irréversibilité n'est plus considérée comme une erreur de perception scientifique, le résultat d'approximations dues à une inadaptation de la connaissance scientifique. Au contraire, les scientifiques actuels travaillent plutôt à l'extension de la formulation des lois de la dynamique pour intégrer l'irréversibilité et la probabilité. On pense maintenant que c'est la seule voie par laquelle les scientifiques peuvent espérer comprendre les mécanismes qui, au niveau fondamental de la description, conduisent l'univers animé dans lequel nous sommes enserrés. La science naturelle espère ainsi rendre l'idée de lois de la nature compatible avec l'idée d'événements, de nouveauté et de créativité. Dans un sens, on pourrait estimer que l'instabilité joue pour les phénomènes physiques un rôle analogue à celui de la sélection naturelle de Darwin pour la biologie. La sélection naturelle est une condition nécessaire mais non suffisante pour l'évolution. Certaines espèces sont apparues seulement récemment ; d'autres ont persisté depuis des centaines de millions d'années. De façon similaire, l'existence des probabilités et la brisure de la symétrie du temps est une condition nécessaire de l'évolution.

L'importance de l'analyse des systèmes complexes pour l'analyse de la science sociale est d'une portée considérable. Les systèmes sociaux historiques sont assez clairement composés d'unités multiples, interactives, caractérisées par l'émergence et l'évolution d'organisations et de structures hiérarchiques enchevêtrées, et par un comportement spatio-temporel complexe. De surcroît, en plus du type de complexité manifesté par les systèmes dynamiques non linéaires avec des mécanismes d'interaction microscopique fixe, les systèmes sociaux historiques sont composés d'éléments individuels capables d'adaptation interne et de prise en compte de leur expérience. Ceci ajoute un nouveau niveau de complexité (qui est partagé par la biologie évolutionniste et l'écologie) au-delà de celui des dynamiques non-linéaires des systèmes physiques traditionnels.

Les méthodes d'analyse des systèmes complexes ont déjà été appliquées dans différents champs. On les a ainsi utilisées pour le problème de la relation entre les innovations réalisées par approximations successives et les fluctuations économiques à long terme, qui semblent présenter les caractéristiques d'un chaos déterministe. Plus, encore, on peut démontrer comment des technologies concurrentes, lorsqu'elles obtiennent des résultats croissants de toutes sortes, peuvent se refermer en dépit de la valeur d'alternatives supérieures. Le cadre conceptuel offert par les systèmes complexes évolutionnistes tels que développés par les sciences naturelles présente, pour les sciences sociales, un ensemble cohérent d'idées qui s'accorde avec des conceptions bien ancrées des sciences sociales, particulièrement chez ceux qui ont été résistants aux formes de l'analyse nomothétique inspirée par la science de l'équilibre linéaire. L'analyse scientifique fondée sur les dynamiques du non-équilibre, avec son insistance sur les futurs multiples, la bifurcation et le choix, la dépendance historique et, pour certains, l'incertitude inhérente et intrinsèque, correspond bien à certaines traditions importantes des sciences sociales.

Le second grand défi à la division du savoir en trois grands domaines ressortit du côté « humaniste » de la tension entre les deux cultures. Ce défi vint de ce qu'on peut appeler de façon générique les « études culturelles ». La culture bien sûr était un terme qui avait été utilisé depuis longtemps par les anthropologues et par les spécialistes des lettres, mais d'ordinaire sans cette connotation nouvelle, plutôt plus politique. L'étude de la « culture » comme quasi-discipline explosa, avec ses programmes, ses revues, ses associations et ses collections de bibliothèque. Il semble y avoir trois principaux thèmes concernés par ce défi. Aucun de ces thèmes n'est réellement nouveau. Ce qui est peut-être nouveau, c'est qu'ils soient devenus associés, et qu'ils aient montré collectivement une force telle que ces conceptions sont en train d'avoir une influence majeure dans les sphères institutionnelles du savoir, pour la première fois depuis deux siècles que la science - une certaine science - a destitué la philosophie - une certaine philosophie - de la position de légitimation du savoir.

Les trois thèmes qui ont surgi ensemble dans les études culturelles sont : en tout premier lieu, le caractère central des études de genre et

toutes les sortes d'études « non-européo-centriques » des systèmes sociaux historiques ; en deuxième lieu, l'importance de l'analyse historique locale, très située, associée par beaucoup à un nouveau « tournant herméneutique » ; en troisième lieu, l'estimation des valeurs associées aux réussites technologiques par rapport à d'autres valeurs. Tandis que l'étude de la culture attira du monde dans presque toutes les disciplines, elle eut un succès particulier dans trois groupes : les spécialistes des études littéraires de toutes sortes dont l'intérêt pour la scène politique et sociale contemporaine se trouvait légitime ; les anthropologues pour qui les nouvelles approches offraient un champ de substitution (ou au moins de compétition) vis-à-vis de l'ethnographie, qui avait perdu son rôle moteur au sein de la discipline ; et les personnes engagées dans les nouvelles quasi-disciplines relatives aux « oubliés » de la modernité (pour des raisons de sexe, de race, de classe, etc.), chez qui cela fournissait un cadre théorique (« post-moderne ») pour leurs constructions de la différence.

Nous avons déjà discuté des tentatives de dépassement de l'héritage provincial des sciences sociales. Qu'est-ce que cela apporte de traiter ce sujet dans le cadre du questionnement de la validité de la distinction entre les deux cultures ? Dans l'élaboration du problème des deux cultures, il y avait toujours eu un postulat, inexprimé mais réel. Il avait été entendu que la science était plus rationnelle, plus « dure » et plus précise, plus puissante, plus sérieuse, plus efficace, et donc plus conséquente que la philosophie ou les arts et lettres. Le prémisses latent était qu'elle était, d'une certaine manière, plus moderne, plus européenne, et plus masculine. C'est par réaction à ces non-dits que les tenants des analyses de genre et de toutes les études non-européo-centriques ont mis en avant leurs conceptions et revendications dans le cadre plus général de la revalorisation des études culturelles.

Fondamentalement, le même problème surgit dans la question exprimée parfois par l'opposition entre le local et l'universel, parfois par l'opposition entre action et structure. Les structures (l'universel) étaient présentées comme impersonnelles, éternelles, ou au moins très durables, et au-delà du contrôle des efforts humains. Mais pas au-delà de tout contrôle : les structures semblaient manipulables par des experts rationnels, scientifiques et non par des gens ordinaires, ni par des

groupes moins puissants à l'intérieur des structures. Affirmer l'efficacité continue des structures dans l'analyse des phénomènes sociaux devait impliquer le caractère vain des mobilisations sociales et donc des tentatives des moins puissants pour transformer la situation sociale. L'universel était supposé lointain tandis que le « local » était jugé immédiat. À l'échelle locale, le caractère central dans l'analyse du sexe et de la race ou de l'ethnicité semblait aller de soi. Plus l'échelle est mondiale, plus il est difficile, pensait-on, d'organiser efficacement, de présenter, défendre et affirmer des perspectives, des intérêts et des épistémologies alternatifs.

Le troisième élément dans l'affirmation des études culturelles a été l'expression de scepticisme à l'égard des mérites du progrès technologique. L'éventail de ce scepticisme va des doutes modérés jusqu'au rejet absolu des produits de cette technologie. Cela a pris une forme politique dans le vaste ensemble des préoccupations et mouvements écologistes, et une forme intellectuel par le retour des valeurs à un niveau central dans les analyses universitaires (ce que certains peuvent traduire par le retour de la philosophie). Confrontées à la crise écologique, les revendications de la technologie à l'universalité furent mises en question. Le scepticisme post-moderne était en train de remplacer le criticisme moderne, et presque toutes les « grandes théories » subirent cette mise en cause au nom d'un mode de théorisation hautement abstrait. L'impact culturaliste se fit sentir lui-même à travers les champs disciplinaires. Les approches herméneutiques retrouvèrent un terrain qu'elles avaient perdu auparavant. Dans différentes disciplines, le langage devint un point central de discussion, à la fois comme objet d'études et comme clef d'auto-analyse épistémologique.

Les études culturelles ont apporté des solutions à certains problèmes existants, mais elles en ont aussi créé d'autres. L'accent mis sur l'action et la signification a parfois conduit à négliger de façon presque volontariste les contraintes structurelles réelles qui pèsent sur le comportement humain. Insister sur l'importance des espaces locaux peut aboutir à laisser de côté les interrelations plus larges de l'édifice historique. Le scepticisme post-moderne a parfois mené à une position anti-théorique excessive, condamnant d'autres perspectives tout autant critiques à l'égard des limites de l'approche positiviste. Nous conti-

nuons à croire que la recherche de cohérence est une obligation continue pour une science sociale historique reconstruite.

Cependant, la montée des études culturelles eut un impact sur les sciences sociales à certains égards analogue aux nouvelles évolutions de la science. De même que les nouveaux arguments des scientifiques savaient la division organisationnelle entre les deux superdomaines des sciences naturelles et des sciences sociales, les arguments des tenants des études culturelles savaient la division organisationnelle entre sciences sociales et lettres. Ces projets culturalistes ont mis en cause tous les paradigmes théoriques existants, même ceux qui étaient critiques à l'égard du courant dominant de la science sociale nomothétique. La base de telles conceptions devait être recherchée à travers les différentes disciplines des lettres et des sciences sociales et cela suscita des formes de coopération intellectuelle ignorant les frontières traditionnelles entre ces deux champs.

Avant 1945, les sciences sociales étaient partagées intérieurement entre les deux cultures, et il y avait beaucoup de voix pour les sommer de disparaître en se fondant soit dans les sciences naturelles soit dans les sciences humaines, selon les préférences de chacun. En un sens, les sciences sociales étaient priées d'accepter la profonde réalité du concept des deux cultures et d'intégrer l'une ou l'autre en acceptant leurs termes. Actuellement, la découverte de thèmes et d'approches communs semble se produire sur des bases différentes de celles du passé. Les scientifiques parlent de la flèche du temps, ce qui a toujours été central dans les branches les plus humanistes des sciences sociales. Dans le même temps, les spécialistes de littérature parlent de « théorie ». Quels que soient les caractères herméneutiques d'une telle théorisation, et quelle que soit son hostilité proclamée à l'égard des grands récits, la théorisation ne correspond pas à ce que les littéraires avaient l'habitude de faire. Certes, ce n'est pas le genre de théorie que la partie la plus scientiste des sciences sociales utilise depuis toujours. Néanmoins, s'agissant d'un groupe qui accorde une telle importance à l'usage des termes, il faut au moins remarquer que les tenants des études culturelles ont fait de « théorie » un de leurs mots de passe.

On ne peut parler d'un vrai rapprochement entre les deux (ou trois) cultures. Mais ces débats ont éveillé des doutes sur la clarté des dis-

inctions. Et l'on semble évoluer vers une conception plus « non-contradictoire » entre les différents domaines du savoir. De façon étrange, les changements de points de vue dans tous les domaines paraissent s'approcher plus que s'éloigner des postulats traditionnels des sciences sociales. Peut-on dire dès lors que le concept de deux cultures est en voie d'être dépassé ? Il est beaucoup trop tôt pour le dire. Ce qui est certain, c'est que la division tripartite entre les sciences naturelles, les sciences sociales et les lettres ne va plus de soi comme il a pu en être autrefois. Il semble aussi maintenant que les sciences sociales ne sont plus le parent pauvre déchiré d'une façon ou d'une autre entre les deux clans polarisés des sciences naturelles et des lettres ; elles sont au contraire devenues le point de leur potentielle réconciliation.

Ouvrir les sciences sociales

Chapitre III

Quel type de science sociale allons-nous maintenant construire ?

« Dans toute circonstance sociale, il y a seulement un nombre limité de manières d'aborder un conflit de valeurs. L'une est la ségrégation géographique... Une autre, plus active, passe par la sortie... Une troisième manière de traiter la différence individuelle ou culturelle passe par le dialogue. Là, un conflit de valeurs peut en principe se produire sous un signe positif - ce peut être par l'amélioration de la communication et de la compréhension de soi... Enfin, un conflit de valeurs peut être résolu par l'usage de la force ou de la violence... Dans la société globalisante dans laquelle nous vivons maintenant deux de ces quatre options sont radicalement réduites. »

Anthony Giddens ¹²

[Retour à la table des matières](#)

Quelles sont les implications des multiples débats au sein des sciences sociales depuis 1945 pour le type de science sociale que nous devrions maintenant construire ? Et pour quoi, précisément ? Les conséquences intellectuelles de ces débats ne coïncident pas parfaitement avec la structure organisationnelle des sciences sociales dont nous avons hérité. Ainsi, alors que nous commençons à résoudre les débats intellectuels, nous devons décider ce qu'il faut faire sur le plan organisationnel. La première opération pourrait se révéler plus simple que la seconde.

¹² *Beyond Left and Right*, Cambridge : Polity, 1995, p. 19.

La question la plus immédiate est celle de la structure organisationnelle des sciences sociales elles-mêmes. Elles ont bien sûr été des disciplines, ce qui signifie qu'elles étaient destinées à façonner la formation des futurs universitaires ; et elles l'ont fait effectivement. Mais, en dernière analyse, la formation des étudiants n'a pas été le mécanisme de contrôle le plus puissant. Les disciplines ont disposé d'un moyen plus fort par le contrôle des modèles de carrière des universitaires, une fois ceux-ci formés. Les postes de recherche comme les postes d'enseignement, dans les universités et les institutions de recherche, ont normalement requis un doctorat (ou son équivalent) et, pour la plupart des postes, le doctorat devait être soutenu dans une discipline spécifique. Avoir publié dans les revues officielles et quasi-officielles de la discipline de rattachement était et pour l'essentiel demeure, considéré comme l'étape nécessaire pour les avancements de carrière. On conseille toujours (et sagement) aux étudiants de troisième cycle d'assurer leur diplôme dans une discipline considérée comme standard. Les universitaires ont eu tendance à assister prioritairement aux rencontres nationales (et internationales) de leur propre discipline. Les structures disciplinaires ont couvert leurs membres d'un écran protecteur, et ont beaucoup hésité à les encourager à traverser les frontières.

D'un autre côté, des exigences disciplinaires ont disparu dans des sphères académiques qui sont devenues importantes depuis 1945. Les séries mondiales de colloques et conférences, si importantes dans les dernières décennies pour la communication scientifique, ont tendu à recruter des participants en fonction de sujets d'étude spécifiques, la plupart du temps sans souci excessif pour les affiliations disciplinaires. Il y a de plus en plus de revues scientifiques majeures qui ignorent volontairement les frontières disciplinaires. Et bien sûr les multiples quasi-disciplines et/ou « programmes » nouveaux qui ont vu le jour au cours du dernier demi-siècle sont souvent, même couramment, composés de diplômés de disciplines diverses.

Plus capitale encore est la bataille éternelle pour l'allocation de ressources qui, dans les récentes années, est devenue plus féroce encore en raison des contraintes budgétaires, après une longue période d'expansion continue. Au fur et à mesure que les structures quasi-

disciplinaires émergentes revendiquent une partie toujours plus grande des ressources universitaires et cherchent à contrôler plus directement les recrutements futurs, elles tendent à ronger le pouvoir des principales disciplines existantes. Dans cette bataille, des groupes qui sont actuellement moins bien financés cherchent à définir des justifications intellectuelles pour les modifications qu'ils proposent dans l'allocation des ressources. C'est là que la pression la plus organisationnelle pour la restructuration des sciences sociales va s'exercer. Le problème est que cette pression pour une réorganisation des structures sur la base de nouvelles catégories intellectuelles est réalisée pays par pays, université par université. Et l'initiative provient souvent non des universitaires actifs mais des administrateurs dont les préoccupations sont parfois plus budgétaires qu'intellectuelles. La perspective qui se dessine sous nos yeux est celle d'une dispersion organisationnelle, avec une multiplicité de noms, comparable à la situation de la première moitié du XIXe siècle. Le processus d'établissement des disciplines entre 1850 et 1945 correspondit à une réduction du nombre de catégories divisant la science sociale en une liste limitée à laquelle nous sommes habitués et qui a largement été adoptée partout dans le monde. Nous avons montré comment et pourquoi l'évolution a tourné depuis vers la direction opposée. Nous pourrions chercher à réfléchir sur la rationalité de ce modèle en construction.

Ces problèmes organisationnels sont bien sûr plus que liés par le brouillage du modèle tripartite des trois superdomaines : sciences naturelles, sciences sociales et lettres. Cela devient donc une question de possible reconfiguration non seulement des frontières entre les disciplines des sciences sociales, mais aussi des structures plus larges de ce qu'on appelle les facultés. Bien sûr, ce conflit sur les frontières a toujours existé. Mais il y a des moments où s'imposent des réalignements majeurs et non de simples réajustements. Le XIXe siècle commençant inaugure un tel modèle de réalignements majeurs, qui ont été décrits plus haut. La question qui nous est posée est de savoir si le XXIe siècle commençant pourra renouveler cette expérience.

Il y a un troisième niveau de restructuration possible. Ce n'est pas seulement une question de frontières des départements au sein des facultés, et de frontières des facultés au sein des universités. Une partie de la restructuration du XIXe siècle relevait de la renaissance de

l'Université elle-même en tant que lieu central de création et de reproduction du savoir. L'expansion considérable du système universitaire à travers le monde dans la période postérieure à 1945, avec la multiplication des institutions, du personnel enseignant, des étudiants, a abouti à un puissant envol des activités de recherche vers des niveaux toujours plus « hauts » du système éducatif. Avant 1945, certains chercheurs professaient encore dans l'enseignement secondaire. Vers 1990, non seulement ceci n'était plus vrai, mais de nombreux universitaires évitaient même, autant qu'ils le pouvaient, d'intervenir dans les premiers cycles du système universitaire. À présent, certains vont jusqu'à fuir l'encadrement des étudiants en doctorat. En conséquence, on a assisté au développement des « Instituts d'études avancées » et d'autres structures non-enseignantes.

Dans la même perspective, le lieu central de la communication intellectuelle au XIX^e siècle était les rencontres universitaires nationales et les revues scientifiques nationales. Tandis que ces structures se saturaient, elles furent dans une certaine mesure remplacées par les colloques, qui ont fleuri dans le monde entier depuis 1945. Maintenant, ce champ aussi est saturé et l'on observe l'émergence de petites structures continues composées de chercheurs physiquement séparés, s'appuyant évidemment sur les nouvelles possibilités offertes par les réseaux électroniques. Toutes ces évolutions posent au moins la question de la pérennité, dans les cinquante prochaines années, des universités en tant que bases de l'organisation de la recherche scientifique. Ou bien allons-nous voir d'autres structures - instituts de recherche indépendants, centres de recherches avancées, réseaux, communautés savantes unies par les possibilités technologiques - se substituer à elles dans un sens significatif ? Ces évolutions peuvent représenter des ajustements très positifs vis-à-vis des problèmes inhérents à la croissance considérable des structures universitaires. Mais si l'on estime souhaitable ou inévitable que la recherche devienne séparée dans une mesure substantielle de l'enseignement et du système universitaire, un effort encore plus important sera nécessaire pour obtenir une légitimation publique en faveur de ces changements. Dans le cas contraire, les bases matérielles de soutien à la recherche fondamentale risquent de faire défaut.

Ces problèmes organisationnels qui, bien sûr, ne sont pas limités aux sciences sociales, structurent le contexte dans lequel s'insèrent les clarifications intellectuelles. Il y a probablement trois questions théorico-méthodologiques autour desquelles il est nécessaire de construire de nouveaux consensus heuristiques dans le but de réaliser des avancées fructueuses de la connaissance. La première concerne la relation entre le chercheur et sa recherche. Au début du siècle, Max Weber caractérisa la trajectoire du monde moderne par une formule : « le désenchantement du monde ». Cette expression ne décrivait pas qu'un processus qui s'était développé sur plusieurs siècles. Dans *La nouvelle alliance*, Ilya Prigogine et Isabelle Stengers ont appelé à un « réenchantement du monde ». Le concept de « désenchantement du monde » correspondait à une recherche d'un savoir objectif dégagé de toute idéologie ou sagesse révélée et/ou acceptée. Dans les sciences sociales, ce fut une demande de ne pas réécrire l'histoire au profit des structures de pouvoir actuelles. Cette demande représenta un pas essentiel dans la libération de l'activité intellectuelle des pressions externes annihilantes et de la mythologie, et elle reste valide. Nous n'avons aucun désir d'inverser le balancier et de nous retrouver une fois encore dans la situation fâcheuse dont le désenchantement du monde chercha à nous sauver.

L'appel à un « réenchantement du monde » est différent. Ce n'est pas un appel à la mystification. C'est un appel à abattre les frontières artificielles entre les humains et la nature, à reconnaître qu'ils font partie ensemble d'un unique univers construit par la flèche du temps. Le réenchantement du monde est conçu pour libérer la pensée humaine davantage encore. Le problème a été que, dans cette tentative de libération de l'esprit du temps, l'idée d'un scientifique neutre (mise en avant non pas par Weber mais par la science sociale positiviste), offrait une solution impossible à l'objectif louable de libérer la recherche de l'orthodoxie arbitraire. Aucun scientifique ne peut être extrait de son contexte physique et social. Toute mesure modifie la réalité dans sa volonté de l'enregistrer. Toute conceptualisation est basée sur des engagements philosophiques. Avec le temps, la croyance partagée en une neutralité fictive est devenue elle-même un obstacle majeur pour accroître la validité de nos découvertes. Si ceci pose un grave problème aux chercheurs des sciences naturelles, cela en pose bien davantage encore aux chercheurs des sciences sociales. Traduire le réen-

chantement du monde en une pratique de travail raisonnable ne sera pas facile. Mais pour les sciences sociales, cela semble bien être une tâche urgente.

La deuxième question porte sur la façon dont on pourrait réintégrer le temps et l'espace en tant que variables constitutives de nos analyses, et non comme de simples réalités physiques intangibles à l'intérieur desquelles l'univers social existe. Si l'on considère que les concepts de temps et d'espace sont des variables socialement construites que le monde (et le chercheur) utilisent pour influencer sur et interpréter la réalité sociale, on se trouve confronté à la nécessité de développer une méthodologie dans laquelle on pourra placer ces constructions sociales au centre de l'analyse, mais de façon à ce qu'elles ne soient pas vues ou utilisées comme des phénomènes arbitraires. Dans la mesure où l'on réussit sur ce point, la distinction désuète entre épistémologies idiographiques et nomothétiques perdra le peu de signification cognitive qu'elle conserve. Néanmoins, cela est plus facile à dire qu'à faire.

La troisième question qui se présente à nous porte sur la manière dont on pourra dépasser les séparations artificielles érigées au XIXe siècle entre les domaines supposés autonomes du politique, de l'économique et du social (ou culturel ou socio-culturel). Dans la pratique courante des chercheurs en sciences sociales, ces lignes de partage sont *de facto* souvent ignorées. Mais la pratique courante ne s'accorde pas avec les points de vue officiels des disciplines majeures. Il faut traiter directement cette question de l'existence des domaines séparés, ou plutôt de la réouvrir pleinement. Une fois que cela se produira, et que de nouvelles formulations commenceront à prendre racine, les bases intellectuelles d'une restructuration des disciplines pourront devenir plus claires. Ultime avertissement. Si le chercheur ne peut être « neutre » et si le temps et l'espace sont des variables internes de l'analyse, il s'ensuit que la tâche de restructuration des sciences sociales doit résulter de l'interaction de spécialistes venus de tous les horizons (et prenant en compte le sexe, la race, la classe et les différences linguistiques), et que cette interaction mondiale soit bien réelle et non pas une simple politesse formelle masquant la domination des vues d'un secteur particulier du monde scientifique. Ce ne sera pas facile d'organiser une telle interaction mondiale d'une façon significative. C'est donc un obstacle supplémentaire sur notre chemin. Cependant,

surmonter cet obstacle pourrait être la clef permettant de dépasser les autres.

Que pouvons-nous donc conclure au sujet des étapes à suivre dans le but d'« ouvrir les sciences sociales » ? Il n'y a pas un quelconque plan facile sur la base duquel nous pouvons décréter une réorganisation des structures du savoir. Nous sommes plutôt enclins à encourager la discussion collective et à suggérer quelques voies le long desquelles on pourrait trouver diverses solutions. Avant d'étudier des propositions de restructuration, il nous semble que quelques points essentiels de cette question méritent un examen et un débat plus approfondis. Il s'agit :

1. Des conséquences du refus de la distinction entre les humains et la nature, une distinction enserrée dans la pensée moderne depuis au moins Descartes.

2. Des conséquences du refus de considérer l'État comme générateur des seules possibles et/ou principales frontières à l'intérieur desquelles l'action sociale se produit et doit être analysée.

3. Les conséquences de l'acceptation de la tension incessante entre le singulier et le pluriel, l'universel et le particulier, en tant que figure permanente de la société humaine, et non pas en tant qu'anachronisme.

4. Le genre d'objectivité qui reste plausible à la lumière des postulats de la science en pleine mutation.

1. L'Homme et la nature

[Retour à la table des matières](#)

Les sciences sociales ont évolué vers un respect croissant de la nature au moment même où les sciences naturelles progressaient dans le sens d'une perception de l'univers comme instable et imprévisible, et donc le conçoivent comme une réalité active, et non comme un automate sujet à la domination des humains, qui seraient de quelque façon

situés en dehors de la nature. Les convergences entre sciences naturelles et sociales deviennent plus importantes, à tel point que l'on peut voir les deux traiter des systèmes complexes, dans lesquels les développements futurs sont les résultats de processus temporels irréversibles.

Quelques chercheurs en sciences sociales ont répondu aux récentes découvertes en matière de génétique comportementale, en appelant à une orientation plus biologique des sciences sociales. Certains ont même ressuscité les idées de déterminisme génétique sur la base d'inférences à partir du projet sur le génome humain. Nous pensons que prendre ce chemin représenterait une erreur grave et un recul pour les sciences sociales. Nous avons le sentiment que la principale leçon des développements récents dans les sciences naturelles est plutôt qu'il faut prendre plus que jamais au sérieux la complexité des dynamiques sociales.

Les utopies sont prises en considération par les sciences sociales, ce qui n'est pas vrai pour les sciences naturelles, et les utopies doivent bien sûr être fondées sur des tendances existantes. Bien que nous soyons assurés maintenant qu'il n'y a pas de certitude future, et qu'il ne peut y en avoir, des conceptions du futur peuvent cependant influencer la façon dont les humains agissent dans le présent. L'Université ne peut s'abstenir du débat dans un monde où, la certitude étant exclue, le rôle de l'intellectuel change forcément et l'idée d'un scientifique neutre est sévèrement remise en question, comme nous l'avons illustré. Les conceptions de l'utopie sont liées aux idées d'un progrès possible, mais leur réalisation ne dépend pas simplement de l'achèvement des sciences naturelles comme beaucoup le pensaient auparavant, mais plutôt de l'accroissement de la créativité, de l'expression de soi dans ce monde complexe.

Nous venons d'un passé social de certitudes conflictuelles, qu'elles soient reliées à la science, à l'éthique, aux systèmes sociaux, pour arriver dans un présent de questionnement considérable, incluant même le questionnement sur la possibilité intrinsèque des certitudes. Peut-être assistons-nous à la fin d'un type de rationalité qui n'est plus approprié à notre temps. L'accent que nous appelons de nos vœux doit être porté sur le complexe, le temporel, instable, qui correspond de plus en plus

à un mouvement transdisciplinaire qui gagne en vigueur. Il ne s'agit en aucun cas d'un appel à l'abandon du concept de rationalité substantive. Comme Whitehead le dit si bien, le projet qui reste central aussi bien pour ceux qui étudient la vie sociale humaine que pour ceux qui étudient la nature est l'intelligibilité du monde : « Pour former un système d'idées générales qui soit nécessaire, logique, cohérent et en fonction duquel tous les éléments de notre expérience puissent être interprétés ¹³. »

Dans le choix des futurs possibles, les ressources représentent au plus haut point une question politique, et la demande d'une participation étendue dans la prise de décision est mondiale. Nous invitons les sciences sociales à s'ouvrir elles-mêmes à ces questions. Il ne s'agit cependant en aucun cas d'un appel, comme ce qui fut fait au XIXe siècle, pour une physique sociale. Il s'agit plutôt de reconnaître que, bien que les explications que nous pouvons fournir sur la structuration historique de l'univers naturel et de l'expérience humaine ne soient certainement pas identiques, elles sont non-contradictoires et reliées dans les deux cas à l'évolution. Au cours des deux cents dernières années, le monde réel a imposé à l'activité intellectuelle des questions politiques courantes, pressant les chercheurs de définir certains phénomènes particuliers comme étant universels en raison de leurs implications pour la situation politique immédiate. Le problème est de déterminer comment échapper aux contraintes passagères du contemporain pour aboutir à des interprétations de la réalité sociale plus utiles et plus durables à long terme. Dans les nécessaires différenciation et spécialisation des sciences sociales, nous avons peut-être accordé une trop faible attention à un problème social général résultant de la création de savoir : comment ne pas creuser un fossé entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas ?

La responsabilité d'aller au-delà de ces pressions immédiates ne revient pas uniquement à ceux qui travaillent dans les sciences sociales ; elle échoit aussi aux bureaucraties intellectuelles - administrateurs d'université, associations de chercheurs, fondations, agences gouvernementales - en charge de l'éducation et de la recherche. Il nous faut reconnaître que les principales questions que pose une société

¹³ A. N. Whitehead, *Process et réalité*, Gallimard, 1995, p. 44.

complexe ne peuvent être résolues en les décomposant en petites parties qui semblent faciles à maîtriser analytiquement, mais plutôt en tentant de traiter ces problèmes, de traiter les hommes et la nature dans leur complexité et leurs interrelations.

2. L'État en tant que bloc de construction analytique

[Retour à la table des matières](#)

Les sciences sociales ont été très stato-centriques au sens où les États formaient le cadre supposé aller de soi au sein duquel les processus analysés par les sciences sociales se produisaient. Ceci était particulièrement vrai pour ceux qui étudiaient (au moins jusque en 1945) le monde occidental - l'histoire et le trio des sciences sociales nomothétiques (économie, science politique, et sociologie). Évidemment, ni l'anthropologie, ni les études orientales n'étaient stato-centriques, mais cela tenait à ce que les zones étudiées par ces chercheurs n'étaient pas considérées comme des lieux de structures sociales modernes. Les structures sociales modernes étaient implicitement situées dans les États modernes. Après 1945, avec la montée des études régionales, et l'expansion subséquente du domaine empirique de l'histoire et des trois sciences sociales nomothétiques dans le monde non-occidental, ces régions non-occidentales devinrent à leur tour l'objet d'analyses stato-centriques. Le concept clef d'après-guerre, le « développement », se référait en premier lieu et pour l'essentiel au développement de chaque État, envisagé comme une entité individuelle.

Il y avait certainement toujours quelques chercheurs en sciences sociales qui ne considéraient pas l'État - l'État courant, l'État historique (repoussé dans les temps pré-étatiques), l'État putatif - comme une unité si naturelle que sa primauté dans l'analyse était présumée et non justifiée. Mais ces dissidents étaient peu nombreux, et pas de ceux qui se faisaient entendre dans la période 1850-1950. Le caractère évident de l'État comme fondement de la frontière naturelle de la vie sociale commença à être remis beaucoup plus sérieusement en question à partir des années 1970. Ce fut le résultat de la conjonction, une conjonction non accidentelle, de deux transformations. La première transfor-

mation avait eu lieu dans le monde réel. Les États semblaient avoir déçu les attentes que l'opinion populaire et universitaire avaient placées en eux en tant qu'agents de modernisation et de bien-être économique. La seconde transformation avait trait au changement dans le monde du savoir que nous avons décrit, qui conduisit les chercheurs à réexaminer des postulats auparavant non-contestés.

La connaissance certaine qui nous avait été promise par les spécialistes des sciences sociales semblait être une conséquence évidente de leur foi dans le progrès. Elle trouva son expression dans la croyance dans les améliorations sérieuses que réaliseraient les « experts », et dans lesquelles l'État « facilitant » jouerait un rôle clef pour reformer la société. On attendait des sciences sociales qu'elles soutiennent ce processus d'amélioration graduelle, rationnelle. Il paraissait en résulter que les frontières étatiques seraient prises comme le cadre naturel au sein duquel se poursuivrait ce mouvement. Il y a eu bien sûr, dans le monde du savoir, de nombreuses remises en question d'une idée excessivement simple du progrès, y compris dans les sciences sociales (par exemple à la fin du XIXe siècle). Mais chaque remise en cause semblait fondre face aux continues réalisations technologiques. Plus encore, la poussée de la démocratisation mena partout à une croissance très forte des demandes adressées à l'État, l'appelant de façon pressante à utiliser ses pouvoirs fiscaux et budgétaires pour contribuer à l'amélioration sociale et à la redistribution. L'État comme pourvoyeur de progrès était ainsi apparu comme théoriquement sûr.

Mais, au cours des dernières décennies, tandis que la redistribution croissait moins vite que les demandes de redistribution, les États commencèrent à être perçus comme offrant moins de satisfaction. Une certaine désillusion commença à se faire jour au début des années soixante. Dans la mesure où les transformations du monde ont nourri depuis un profond scepticisme dans de nombreux pays, sur le caractère vraiment inévitable des améliorations promises, et en particulier sur les effets réels des réformes étatiques, le caractère naturel de l'État en tant qu'unité d'analyse a été sérieusement mis en cause. « Penser globalement, agir localement » est un slogan qui, très délibérément laisse de côté l'État, et représente un recul de la foi en lui comme instrument de réforme. Cela aurait été inconcevable dans les années cin-

quante. Aussi bien les gens ordinaires que les universitaires pensaient et agissaient à l'échelle de l'État.

Étant donné ce glissement de l'action au niveau étatique, qui était supposée garantir un certain avenir, vers une action au niveau global et local, qui semble beaucoup plus incertaine et difficile à maîtriser, les nouveaux modes d'analyse des scientifiques comme des partisans des études culturelles semblent à beaucoup offrir des modèles plus plausibles. Les deux modes d'analyse ont pris l'incertitude (et le localisme) comme des variables d'analyse centrales, pour ne pas être emportés par un déterminisme universel. Il s'ensuit que le caractère évident des États en tant que conteneurs conceptuels -le dérivé analytique dans les sciences sociales à la fois de l'histoire idiographique et des sciences sociales plus universalisantes - devint l'objet de sérieuses remises en question et de débats.

La pensée stato-centrique n'avait évidemment pas écarté l'étude des relations entre les États, ou « relations internationales », comme cela est couramment (sinon inexactement) désigné. En plus, au sein de chacune des sciences sociales, il y avait des champs de recherche consacrés à ce qu'on appelle l'arène internationale. On aurait pu s'attendre à ce que des praticiens de ces champs de recherche répondent en premier au défi lancé aux cadres analytiques des sciences sociales par la sensibilisation croissante aux phénomènes trans-étatiques, mais ce ne fut en fait pas le cas. Le problème était que les études internationales avaient été construites sur des bases stato-centriques, autant que d'autres parties des sciences sociales. Elles prirent la forme d'abord d'études comparatives prenant l'État comme unité de comparaison, ou d'études de « politique étrangère », où l'objet était l'étude des politiques des États les uns envers les autres, plutôt que de s'intéresser aux caractéristiques émergentes des structures transétatiques. Dans les sciences sociales institutionnalisées, l'étude des structures complexes qui existent à un niveau plus global fut pendant longtemps négligée, comme le fut l'étude des structures complexes existant à des niveaux plus locaux.

Depuis la fin des années soixante, il y a eu de nombreuses tentatives - au sein de chaque discipline, et à travers des disciplines - pour être moins stato-centriques. Dans la plupart des cas, ceci est allé de

pair avec une historicisation et, en particulier, avec la prise en compte de périodes plus longues pour l'analyse empirique. Ce changement dans l'analyse empirique s'est produit sous des labels divers, comme l'économie politique internationale, l'étude des villes-monde, l'économie institutionnelle globale, l'histoire mondiale, l'analyse des systèmes-monde, et les études de civilisation. Il y a eu simultanément un regain d'intérêt pour les « régions » -aussi bien les régions vastes et transétatiques (voir par exemple le récent intérêt pour l'Asie orientale en tant que région du monde) que les régions petites et situées à l'intérieur des États (voir par exemple le concept de proto-industrialisation dans l'histoire économique). Ce n'est pas le lieu ici de les passer toutes en revue avec leurs points communs et leurs différences, mais il convient de noter que chacune à sa façon remet en question les pré-supposés théoriques des sciences sociales tels qu'ils avaient été traditionnellement institutionnalisés. Il reste à voir jusqu'où la logique de leurs propositions va conduire ceux qui les formulent. Il y a ceux qui préfèrent rompre nettement avec les disciplines traditionnelles plutôt que de se maintenir à la périphérie, espérant rejoindre une nouvelle hétérodoxie fondée sur des références à des espaces globaux.

Le stato-centrisme des analyses de la science sociale traditionnelle était une simplification théorique qui emportait la présomption de l'homogénéité et de l'équivalence des espaces, chacun d'entre eux formant un système autonome fonctionnant largement par des processus parallèles. Les limites de ce type de simplification auraient dû être encore plus évidentes pour l'étude de systèmes sociaux historiques complexes qu'ils ne l'étaient pour l'étude de phénomènes moléculaires et atomiques, domaine dans lequel de telles méthodes sont désormais considérées comme caduques.

Bien sûr, le rejet de l'État comme conteneur socio-géographique indiqué pour l'analyse sociale ne signifie en aucun cas que l'État ne doit plus être envisagé comme une institution clef du monde moderne, ayant de profondes influences sur les processus économiques, culturels et sociaux. L'étude de tous ces processus exige clairement une compréhension de tous les mécanismes de l'État. Ce qui n'est pas requis, c'est l'affirmation que l'État est la frontière naturelle, ou même la plus importante, de l'action sociale. En remettant en question l'efficacité de l'organisation de la connaissance sociale au travers d'unités dé-

finies par les frontières étatiques, les développements récents dans les sciences sociales impliquent des transformations significatives des objets de la recherche en sciences sociales. Une fois que l'on rejette le postulat stato-centrique, qui a été fondamental en histoire et dans les sciences sociales nomothétiques dans le passé, et que l'on accepte que cette perspective peut être souvent une entrave à l'intelligibilité du monde, on fait surgir inévitablement des questions sur la structure même des partitions disciplinaires qui ont grandi autour, et même ont été fondées sur ce postulat.

3. L'universel et le particulier

[Retour à la table des matières](#)

La tension entre l'universel et le particulier dans les sciences sociales a toujours été un sujet de débat passionné, dans la mesure où on lui a toujours attaché des conséquences politiques immédiates, ce qui a affecté toute discussion sereine. La réaction romantique aux conceptions des Lumières, comme leur reformulation, étaient centrées autour de ce problème, et ce débat n'était pas sans lien avec les controverses politiques de l'ère napoléonienne comme point culminant des processus déclenchés par la Révolution française. Le problème est redevenu central dans les discussions contemporaines des sciences sociales avec la réaffirmation du monde non-occidental, combinée avec l'affirmation politique parallèle de groupes qui, au sein du monde occidental, se considèrent eux-mêmes comme opprimés culturellement. Nous avons déjà retracé les différentes formes que ce débat avait pris au sein des sciences sociales. Une conséquence organisationnelle significative de ce débat renoué a été l'appel pour une science sociale davantage « multiculturelle » ou interculturelle.

L'effort pour insérer de nouveaux postulats dans les cadres théoriques des sciences sociales, répondant à cette demande d'une science sociale multiculturelle, a rencontré la renaissance sous différents aspects du darwinisme social. Le darwinisme social est une variante particulière, et assez influente, de la doctrine du progrès inévitable. Son argument clef a été que le progrès est le résultat du combat social, du-

quel sort vainqueur la compétence, et que vouloir interférer avec ce combat social revient à interférer avec le progrès. Ces arguments ont parfois été renforcés par le déterminisme génétique, que nous avons mentionné. Le discours du darwinisme social qualifie d'irrationnel et/ou irréaliste tout concept associé aux perdants dans le processus évolutionniste de « survivance des plus aptes ». Cette condamnation catégorique a souvent recouvert toutes les valeurs affirmées par les groupes ne disposant pas de positions sociales puissantes, de même que les projets alternatifs critiquant la foi dans le lien irréfutable entre industrialisation, modernisation et occidentalisation.

La rationalité technocratique, se présentant elle-même comme la version la plus avancée du rationalisme moderne, a été à bien des égards un avatar du darwinisme social. Elle délégitime de la même façon tout concept qui ne coïncide pas avec le modèle « moyen-fin » de la rationalité, et toute institution qui n'a pas une utilité fonctionnelle immédiate. Le cadre conceptuel qui situe les individus d'abord au sein des États a tendu à traiter les acteurs ne correspondant pas à ce cadre comme des vestiges des temps pré-modernes, qui seront éliminés finalement par l'avancée du progrès. Traiter sérieusement les innombrables concepts, valeurs, croyances, normes et institutions placés dans cette catégorie non désirée était jugé non scientifique. Dans de nombreux cas, l'existence même de ces conceptions mondiales alternatives et leurs défenseurs ont été oubliés, rayés de la mémoire collective des sociétés modernes.

Ce qui a changé, c'est le puissant refus de nombreuses personnes et de nombreux universitaires d'accepter ce rejet d'ensembles alternatifs de valeurs, et ceci a été renforcé par la (te) découverte d'irrationalités substantives majeures incrustées dans la pensée rationnelle moderne. La question qui en résulte pour nous est : comment prendre au sérieux dans notre science sociale une pluralité de conceptions mondiales sans perdre le sens de l'existence d'une possibilité de connaissance et de réalisation d'ensembles de valeurs qui puissent dans les faits être communs, ou devenir communs, à toute l'humanité. La tâche essentielle est de faire exploser le langage hermétique utilisé pour décrire les personnes et les groupes qui sont « autres », qui sont de simples objets d'analyse de la science sociale, par opposition à ceux qui sont des sujets ayant plein droit et légitimité, au rang desquels se sont pla-

cés eux-mêmes les chercheurs. Il y a une inévitable confusion, ici chevauchement, entre l'idéologique et l'épistémologique. Pour un grand nombre de chercheurs en sciences sociales non-occidentaux, la distinction entre le politique, le religieux et le social n'est pas entièrement raisonnable ou valide.

Bien des critiques formulées à l'égard du caractère provincial des sciences sociales ont jusqu'ici insisté sur une démarche négative, la contradiction des faux universalismes. Ils ont mis en question la pertinence de principes universalistes proclamés pour un grand nombre de cas particuliers, et/ou la possibilité ou « désirabilité » de l'universalisme, et ont proposé à sa place des catégories quasi-disciplinaires définies par différents groupes sociaux. Le résultat principal jusqu'à présent a été la multiplication des particularismes. Au-delà de l'argument évident selon lequel les voix des groupes dominés (et donc jusqu'ici largement ignorés) doivent être reconnues, il y a une tâche plus ardue, qui consiste à expliquer comment l'incorporation de ces groupes est fondamentale pour atteindre une connaissance objective des processus sociaux.

Nous voudrions souligner que l'universalisme est toujours historiquement contingent. Ainsi, plutôt que de montrer encore une fois ce que les sciences sociales ont manqué en excluant une bonne partie de l'expérience humaine, nous devrions démontrer ce que notre compréhension des processus sociaux gagne dès lors que l'on y inclue des segments toujours plus larges des expériences historiques mondiales. Cependant, quel qu'ait été le caractère provincial des précédentes versions de l'universalisme, il ne paraît pas raisonnable d'abandonner simplement le terrain des disciplines traditionnelles à ceux qui persistent dans ces « provincialismes ». Restaurer l'équilibre impliquera de plaider cette cause dans les disciplines existantes, tout en traçant simultanément de nouvelles avenues pour le dialogue et l'échange au-delà (et non simplement entre) des disciplines existantes.

Nous appelons davantage encore à un développement plus complet du plurilinguisme dans la communauté scientifique. Le choix du langage prédétermine souvent la production scientifique. Pour prendre un exemple évident, les concepts de *middle class*, de *bourgeoisie* et de *Bürgertum* (qui sont présumés approximativement similaires) définis-

sent en fait des catégories significativement différentes et impliquent des mesures empiriques différentes. Le minimum que nous pouvons attendre des chercheurs en sciences sociales est une attention à l'éventail des domaines de signification conceptuelle. Un monde dans lequel tous les spécialistes des sciences sociales auraient une maîtrise suffisante de plusieurs langages importants du monde universitaire serait un monde où se pratiquerait une meilleure science sociale. La connaissance des langues ouvre l'esprit du chercheur à d'autres façons d'organiser la pensée. Il pourrait y avoir une distance considérable jusqu'à la création d'une compréhension opératoire et fructueuse des tensions permanentes entre universalisme et particularisme. Mais le plurilinguisme ne s'implantera que s'il devient légitime aussi bien d'un point de vue organisationnel que d'un point de vue intellectuel : grâce à l'usage réel de plusieurs langues dans l'enseignement ; grâce à l'usage réel de plusieurs langues dans les rencontres scientifiques.

Le dialogue ne peut exister sans un respect minimum entre collègues. La rhétorique agressive qui s'introduit maintenant dans ces discussions est cependant le reflet de tensions sociales sous-jacentes. En appeler simplement à un débat civilisé ne résoudra rien. Répondre simultanément aux demandes de pertinence (applicabilité, validité) universelle et à la réalité continue de la multiplicité des cultures dépendra de l'inventivité de nos solutions organisationnelles, et d'une certaine tolérance pour l'expérimentation intellectuelle dans les sciences sociales. Les sciences sociales devraient adopter une ouverture très large de la recherche et de l'enseignement sur toutes les cultures (sociétés, peuples) dans la quête d'un universalisme pluraliste renouvelé, étendu et significatif.

4. L'objectivité

[Retour à la table des matières](#)

La question de l'objectivité a été centrale dès le début dans les débats méthodologiques des sciences sociales. Nous avons dit au commencement de cet ouvrage que la science sociale était la tentative dans le monde moderne « de développer une connaissance séculière systématique du réel, validée empiriquement d'une quelconque ma-

nière ». On utilise le terme d'objectivité pour désigner les tentatives adaptées à la réalisation de cet objectif. La signification de l'objectivité a été très liée à l'idée que la connaissance n'est pas *a priori*, que la recherche peut nous apprendre des choses que nous ignorions, qu'elle peut offrir des surprises par rapport à nos attentes initiales.

L'opposé d'« objectif » devait être le « subjectif », défini le plus souvent comme l'intrusion de biais par le chercheur dans la collection et l'interprétation des données. On voyait cela comme une distorsion des données et donc comme une réduction de leur validité. Comment quelqu'un pouvait-il des lors être objectif ? En pratique, différentes sciences sociales prirent différents chemins dans leur quête de l'objectivité. Deux modèles furent dominants. Les sciences sociales les plus nomothétiques soulignaient le danger de la subjectivité en maximisant le caractère « dur » des données, c'est-à-dire leur caractère mesurable et comparable. Cela les conduisit à collecter les données du moment présent là où le chercheur serait plus en mesure de contrôler la qualité des données. Les historiens plus idiographiques analysaient le problème différemment. Ils plaidaient pour les sources premières, intouchées (donc sans distorsion) par des intermédiaires (des chercheurs précédents) et pour des données vis-à-vis desquelles on attendrait une implication moins grande du chercheur. Cela les dirigea vers des données créées dans le passé, et donc à propos du passé, et vers des données qualitatives, où la richesse du contexte pourrait mener le chercheur à comprendre l'ampleur des motivations en jeu, par opposition à une situation où le chercheur extrapolait simplement son propre modèle, vu comme le fruit de ses propres préjugés, sur les données.

Il y a toujours eu certains doutes sur le degré auquel chacune de ces approches nous permet d'accéder aux données objectives. Au cours des dernières décennies, ces doutes ont été exprimés assez fortement, conséquence du changement de situation des sciences sociales que nous avons décrit. On pose la question « l'objectivité de qui ? ». Poser la question dans ce sens laissait supposer un certain scepticisme, et même un doute total, quant à la possibilité d'atteindre une connaissance objective. Certains ont suggéré que ce qui est présenté comme un savoir objectif n'est simplement que le savoir des plus puissants, socialement et politiquement.

Nous sommes d'accord pour penser que tous les chercheurs sont enracinés dans un ensemble social spécifique, et donc utilisent inévitablement des présupposés et préjugés qui interfèrent avec leurs perceptions et interprétations de la réalité sociale. Dans ce sens, il ne peut y avoir un chercheur « neutre ». Nous sommes d'accord aussi pour penser qu'une représentation quasi-photographique de la réalité sociale est impossible. Toutes les données sont des sélections de la réalité, fondées sur des conceptions du monde ou des modèles théoriques de l'époque, tels que filtrés par les positions particulières de chaque groupe. Dans ce sens, les bases de la sélection sont historiquement construites, et changeront toujours comme change le monde. Si l'on entend par objectivité des chercheurs non-impliqués reproduisant le monde social hors d'eux-mêmes, alors nous ne pensons pas qu'un tel phénomène existe.

Mais il y a un autre sens de l'objectivité. L'objectivité peut être considérée comme le résultat de l'apprentissage humain, qui représente l'objectif de la recherche et la preuve que cela est possible. Les universitaires cherchent à se convaincre mutuellement de la validité de leurs recherches et de leurs interprétations. Ils font appel au fait qu'ils ont utilisé des méthodes que d'autres peuvent répéter, méthodes dont ils présentent tous les détails aux autres. Ils s'appuient sur la cohérence et l'utilité de leurs interprétations en donnant une explication à la plus vaste quantité de données disponibles, quantité plus importante que celle que pourrait traiter une explication alternative. En bref, ils se soumettent eux-mêmes au jugement intersubjectif de tous ceux qui font de la recherche ou ont une pensée systématique sur le sujet considéré.

Nous reconnaissons que cet objectif n'a pas été réalisé pleinement, ou même souvent, jusqu'à maintenant. Nous reconnaissons qu'il y a eu des erreurs systématiques dans les procédés utilisés par les chercheurs en sciences sociales dans le passé, et que beaucoup ont utilisé le masque de l'objectivité pour avancer leurs conceptions subjectives. Nous avons d'ailleurs essayé de tracer les contours de telles distorsions continuelles. Et nous reconnaissons que ces erreurs ne vont pas être réparées par un simple appel à un idéal d'intersubjectivité, mais requièrent un renforcement des supports organisationnels de l'effort collectif. Ce que nous n'acceptons pas, c'est que la science sociale se

trouve ainsi réduite à une collection de vues personnelles, chacune également valide.

Nous avons le sentiment que pousser les sciences sociales dans le sens d'un combat contre la fragmentation du savoir revient à la pousser dans la direction de l'objectivité à un degré significatif. Nous avons le sentiment qu'insister pour que les sciences sociales évoluent vers une logique inclusive (en terme de recrutement du personnel, d'ouverture aux expériences culturelles multiples, d'extension des objets légitimes d'étude) revient à renforcer la possibilité d'un savoir plus objectif. Nous avons le sentiment que l'accent mis sur l'historicité de tous les phénomènes sociaux revient à diminuer la tendance à produire des abstractions prématurées, et finalement naïves, à partir de la réalité. Nous avons le sentiment que persister dans le questionnement des éléments subjectifs dans nos modèles théoriques revient à augmenter la probabilité pour que ces modèles soient pertinents et utiles. Nous avons le sentiment que l'attention portée aux trois problèmes que nous avons précédemment abordés - meilleure appréciation de la validité de la distinction ontologique entre l'homme et la nature, définition plus large des frontières à l'intérieur desquelles se produit l'action sociale, équilibre juste de l'antinomie entre universalisme et particularisme - nous aidera considérablement dans nos tentatives de développement de ce type de savoir plus valide que nous cherchons à avoir.

En résumé, le fait que le savoir est socialement construit signifie aussi qu'un savoir plus valide est socialement possible. La reconnaissance des bases sociales du savoir n'est pas du tout contradictoire avec le concept d'objectivité. Au contraire, nous défendons l'idée qu'une restructuration des sciences sociales peut développer cette possibilité, en prenant en compte les critiques de la pratique passée qui ont été émises, et en construisant des structures qui soient plus réellement pluralistes et universelles.

Ouvrir les sciences sociales

Conclusion

Restructurer les sciences sociales

[Retour à la table des matières](#)

Nous souhaitons dans ce travail montrer trois choses. La première est la façon dont les sciences sociales ont été historiquement élaborées en tant que forme du savoir, et les raisons de leur division en un ensemble spécifique de disciplines relativement standardisées en un processus qui se déroula entre la fin du XVIII^e siècle et 1945. La seconde chose a trait aux voies par lesquelles les développements du monde dans la période qui a suivi 1945 ont fait surgir des questions sur cette division intellectuelle du travail et, de ce fait, ont réouvert les problèmes de la structuration organisationnelle qui avait été mise en place dans la période précédente.

La troisième chose concerne l'élucidation de séries de questions intellectuelles de base, au sujet desquelles il y a eu des débats récents importants, et la suggestion d'une position que nous jugeons optimale pour aller de l'avant. Nous nous orientons maintenant vers une discussion sur les façons de restructurer intelligemment les sciences sociales à la lumière de cette histoire et de ces débats récents.

Nous devrions dire pour commencer que nous n'avons pas de formules simples et tranchantes, mais en premier lieu un ensemble de propositions qui nous semblent aller dans la bonne direction. Il y a une opacité des classifications des sciences sociales, résultat de nombreux brouillages dont nous avons tenté d'expliquer les racines historiques. Bien sûr, des ajustements peuvent toujours être réalisés, qui remédieraient à certaines irrationalités. Nous ne plaidons certainement pas pour l'abolition de l'idée d'une division du travail au sein de la science sociale, et ceci peut continuer à prendre la forme de disciplines. Les disciplines remplissent une fonction, celle, justement, de discipliner les esprits et de canaliser l'énergie universitaire. Mais il faut aboutir à un certain niveau de consensus sur la validité des lignes de division, si elles doivent fonctionner. Nous avons tenté d'indiquer les façons dont la trajectoire historique de l'institutionnalisation des sciences sociales a conduit à des exclusions majeures de pans de la réalité. La discussion sur ces exclusions a signifié que le niveau de consensus sur les disciplines traditionnelles avait diminué.

La classification des sciences sociales fut construite autour de deux antinomies qui ne suscitent plus guère le large soutien dont elles ont autrefois bénéficié : l'antinomie entre passé et présent, et l'antinomie entre disciplines idiographiques et nomothétiques. Une troisième antinomie, celle qui oppose le monde civilisé et le monde barbare, ne dispose plus ouvertement que de rares défenseurs mais, en pratique, continue d'imprégner l'esprit de nombreux universitaires.

En plus des débats intellectuels autour de la logique des divisions disciplinaires actuelles, il y a le problème des ressources. La principale réponse administrative aux protestations sur ces divisions actuelles a été la multiplication des programmes interdisciplinaires de formation et de recherche, processus qui se poursuit sans changement puisque des demandes supplémentaires ne cessent de se succéder. Mais une telle multiplication requiert des personnes et de l'argent. Cependant, la réalité du monde du savoir des années quatre-vingt-dix, surtout si on la compare à la situation des décennies antérieures, est celle de la contrainte des ressources imposées par les crises financières dans presque tous les États. Tandis que les chercheurs en sciences sociales, en raison des pressions internes suscitées par leurs dilemmes intellectuels, essaient d'étendre le nombre et la variété des structures

d'enseignement et de recherche, les administrateurs s'intéressent aux moyens d'économiser, et donc de consolider. Nous ne suggérons pas qu'il y a eu trop de pluridisciplinarité. Loin de là. Nous faisons plutôt remarquer que, sur le plan organisationnel, on est allé moins dans le sens de l'unification des activités que dans celui de la multiplication du nombre des programmes universitaires et des dénominations de quasi-disciplines.

La collision, sévère, entre les deux pressions contradictoires, n'est qu'une question de temps. Nous pouvons espérer que les chercheurs en sciences sociales actifs vont examiner sérieusement leurs structures actuelles, et essayer d'aligner leurs perceptions intellectuelles, révisées d'une division utile du travail, avec le cadre organisationnel qu'ils construisent nécessairement. Si ces chercheurs ne le font pas, cela sera fait sans eux par les administrateurs des institutions du savoir. Personne ne peut décréter une réorganisation totale, et heureusement ! Néanmoins, l'alternative à la réorganisation *en gros*, brutale et spectaculaire ne peut attendre que, d'une manière ou d'une autre, les choses s'améliorent et surgissent d'elles-mêmes. Ceci est dû à la confusion, au chevauchement, et à la pénurie de ressources qui croissent simultanément et qui, ensemble, peuvent se traduire par un blocage majeur dans le développement du savoir.

Rappelons-nous une réalité plus forte encore de la situation actuelle. Tandis que nous avons décrit un modèle général dans les sciences sociales aujourd'hui, les classifications détaillées varient d'un pays à l'autre et souvent d'une institution à l'autre. Plus encore, le degré de flexibilité et de cohésion interne des disciplines n'est pas le même d'une discipline à l'autre et même, au sein d'une discipline, d'un lieu du monde à l'autre. La pression pour un changement n'est pas, dès lors, uniforme. De surcroît, cette pression varie en fonction des perspectives théoriques des différents chercheurs en sciences sociales, et en fonction du degré plus ou moins grand d'engagement des groupes particuliers de spécialistes dans des activités et des préoccupations de service public. Et finalement différentes communautés de chercheurs en sciences sociales se retrouvent elles-mêmes dans des situations politiques différentes - nationales, universitaires -, ces différences affectant leurs intérêts et donc l'ampleur de leur soutien, ou au contraire de leur ferme opposition, aux réorganisations administratives.

Certes, nous pourrions simplement plaider pour plus de flexibilité. C'est la voie qui a été suivie en fait depuis maintenant trois ou quatre décennies. On a obtenu un certain succès à cet égard, mais l'amélioration du problème s'est avérée moins importante que son aggravation. La raison est simple. Le sens de la sécurité dans les disciplines tend plus souvent qu'à son tour à l'emporter dans ces petites sphères de rencontre que constituent les départements universitaires, où l'essentiel du vrai pouvoir de décision quotidien est situé. Les fondations peuvent donner des bourses à des groupes imaginatifs de chercheurs, mais les départements décident des promotions ou des cursus. Les bonnes motivations exprimées par des individus ne sont pas toujours efficaces pour résister aux pressions organisationnelles.

Ce qui semble devoir être recherché est moins de tenter de transformer les frontières organisationnelles que d'amplifier l'organisation de l'activité intellectuelle sans prêter attention aux frontières disciplinaires courantes. Faire de l'histoire n'est pas après tout l'apanage exclusif des personnes appelées historiens. Faire de la sociologie n'est pas l'apanage exclusif des personnes appelées sociologues. C'est une obligation de tous ceux qui travaillent en sciences sociales. Les problèmes économiques ne relèvent pas seulement des économistes. Les questions économiques sont centrales pour toute analyse de science sociale. Il n'est pas absolument sûr non plus que les historiens professionnels en sachent nécessairement davantage sur les explications historiques, les sociologues sur les problèmes sociaux, les économistes sur les fluctuations économiques, que d'autres chercheurs actifs en sciences sociales. En bref, nous ne croyons pas qu'il y ait des monopoles de la connaissance, ni des zones du savoir réservées à des personnes ayant des diplômes universitaires particuliers.

On voit émerger des regroupements particuliers de spécialistes en sciences sociales (et en fait aussi de personnes extérieures) autour de centres d'intérêt spécifiques ou de domaines thématiques, comme la population, la santé, ou la linguistique. On trouve aussi de tels regroupements autour de niveaux d'analyse (concentration sur l'action sociale individuelle ; concentration sur les processus sociaux à long terme et à grande échelle). Que les distinctions entre thèmes ou entre les niveaux micro/macro soient ou non des voies idéales pour organi-

ser la division du travail dans la science sociale aujourd'hui, elles peuvent être en tout cas au moins aussi plausibles que la distinction entre l'économique et le politique, par exemple.

Où se trouvent les opportunités pour une expérimentation créative ? Il doit y en avoir beaucoup que le lecteur peut aisément identifier, et l'on peut en désigner certaines, qui se rencontrent en des lieux fort divers du spectre académique. À un extrême se situent les États-Unis, avec la plus grande densité de structures universitaires du monde, et aussi une pression politique interne très forte, à la fois pour et contre la restructuration des sciences sociales. À l'autre extrême se situe l'Afrique, où les universités ont été ouvertes récemment et où les disciplines traditionnelles ne sont pas fortement institutionnalisées. Là, l'extrême rareté des ressources publiques a créé une situation face à laquelle la communauté des sciences sociales a été forcée d'innover. Certainement, il y a des particularités dans d'autres parties du monde, ce qui permettrait une expérimentation d'un intérêt équivalent. Les pays post-communistes, où une réorganisation académique d'envergure se produit, constituent probablement une sphère de cet ordre. Non moins certainement, alors que l'Europe occidentale élabore ses structures communautaires, il y a de réelles possibilités pour une expérimentation créative dans le système universitaire.

Aux États-Unis, les structures universitaires sont multiples, diverses et décentralisées. Les problèmes soulevés par l'appel au multiculturalisme, de même que les études sur la science, sont déjà devenus un sujet de débat politique public. Les problèmes soulevés par certains nouveaux développements scientifiques peuvent très bien être happés par le tourbillon politique, par contagion.

Ceci fournit une raison supplémentaire pour les chercheurs en sciences sociales actifs de prendre les problèmes en main, et d'essayer ainsi de préserver d'une intrusion trop profonde de la politique courante (et passionnée) un processus beaucoup trop important pour être déterminé sur la base de considérations électorales.

Les États-Unis ont eu une longue histoire d'expérimentation structurelle dans les systèmes universitaires - l'invention des troisièmes cycles à la fin du XIXe siècle, adaptation du système allemand des

séminaires ; l'invention des cours librement choisis par les étudiants, également à la fin du XIXe siècle ; l'invention de conseils de recherche en sciences sociales, après la première guerre mondiale ; l'invention des cours fondamentaux obligatoires, après la Première Guerre mondiale ; l'invention des études régionales, après la Seconde Guerre mondiale ; l'invention des études de genre et des programmes « ethniques » de toutes sortes dans les années soixante-dix. Nous ne prenons pas position pour ou contre l'une ou l'autre de ces inventions, mais nous les utilisons pour illustrer le fait qu'il y a eu une place, dans le système universitaire américain, pour l'expérimentation. Peut-être la communauté américaine des sciences sociales pourrait-elle une fois encore émettre des solutions imaginatives aux problèmes organisationnels très réels que nous avons décrits.

Dans les pays post-communistes, on est confronté à une situation dans laquelle bon nombre des structures d'autrefois ont été démantelées, et certaines catégories universitaires écartées. Les pressions financières ont été telles que de nombreux universitaires sont partis pour continuer leur travail. En conséquence, ici aussi il semble y avoir un vaste terrain d'expérimentation.

Il y a bien sur le risque qu'ils cherchent à adopter en bloc les structures existantes des universités occidentales, en se fondant sur le fait que cela représente un futur différent de leur propre passé immédiat, sans reconnaître les difficultés réelles dans lesquelles se trouvent les systèmes universitaires occidentaux eux-mêmes. Néanmoins, il y a quelques signes d'expérimentation. Par exemple, dans l'ancienne Allemagne de l'Est, à l'université Humboldt de Berlin, le département d'histoire a été le premier en Allemagne, et peut-être en Europe, à créer un sous-département d'ethnologie européenne, tentant de donner ainsi à ce qu'on appelle l'anthropologie historique un droit de cité au sein de l'histoire. L'anthropologie historique est aussi devenue une catégorie formelle à l'intérieur de l'École des Hautes Études en sciences sociales de Paris, cette fois non pas au sein de l'histoire, mais en tant que catégorie de plein droit égale à l'histoire et à l'anthropologie sociale. Au même moment, dans bon nombre d'universités de différentes parties du monde, l'anthropologie physique s'est trouvée incorporée dans la biologie humaine.

La Communauté européenne a accordé une importance considérable au renforcement des liens entre ses diverses universités, à travers des programmes d'échange et grâce à l'encouragement de nouveaux projets de recherche pan-européens. Elle cherche à aborder de façon créative la question de la multiplicité des langages dans la vie universitaire, et l'on peut espérer que les solutions trouvées pourront restaurer la richesse linguistique de l'activité de science sociale, et offrir quelques réponses à l'un des problèmes envisagés sous l'angle de la relation entre universalisme et particularisme. Dans la mesure où il peut y avoir de nouvelles universités créées avec une vocation spécifiquement européenne (par exemple la Europa-Universität Viadrina à Francfort-sur-l'Oder), il existe l'opportunité de restructurer les sciences sociales sans être embarrassé par la transformation des structures organisationnelles existantes.

En Afrique, un processus d'expérimentation a déjà commencé. La situation actuelle de ce continent, qui a bien des égards paraît très sombre, a aussi permis de jeter les bases de formes alternatives d'enseignement et de recherche qui ne reflètent pas nécessairement les approches disciplinaires adoptées dans d'autres régions du monde. Une bonne partie de la recherche sur l'évolution économique a requis des méthodes de recherche qui ne soient pas fixes, mais plutôt ouvertes, pour s'adapter aux nouvelles connaissances, et a encouragé à couper au travers de la division des sciences naturelles et sociales.

L'expérimentation a aussi été réalisée dans d'autres parties du monde non-occidental. Le même dilemme des ressources limitées et du manque d'institutionnalisation profonde des disciplines de sciences sociales a conduit à la création très réussie, dans les trente dernières années, des structures de formation et de recherche de la Flacso ¹⁴, en Amérique latine, qui ont opéré comme des institutions para-universitaires ne devant rien aux catégories traditionnelles du savoir.

L'émergence d'institutions indépendantes de recherche en Afrique et en Amérique latine, même si elle est restée limitée en nombre, a créé une voie alternative pour la recherche. Un des aspects intéressantes de certaines de ces institutions est qu'elles cherchent à joindre en-

¹⁴ Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales.

semble l'expertise des sciences naturelles et sociales, n'accordant que peu d'attention aux frontières disciplinaires. Elles sont devenues aussi des sources majeures d'inspiration de politiques publiques pour les autorités gouvernementales. Cela se produit maintenant aussi dans les pays post-communistes. Cela est arrivé aussi bien sûr dans les pays occidentaux. L'unité de recherche sur les politiques scientifiques de l'université du Sussex a ainsi un cursus qui est divisé à part égale entre les sciences sociales et naturelles.

Alors qu'il n'est pas encore possible d'être certain que la recherche émergente en sciences sociales, dans ces nouveaux cadres, va aboutir à des regroupements alternatifs cohérents de savoir, on peut affirmer au moins que, dans quelques parties du monde, les vieux paradigmes et les institutions qui furent érigés pour les protéger, les nourrir et les sauvegarder n'ont jamais vraiment marché ou ont été mis à bas. Ces régions n'avaient pas pleinement pénétré dans les vieux cul-de-sac intellectuels et elles représentent maintenant de ce fait des espaces relativement plus ouverts, dans lesquels les innovations institutionnelles et intellectuelles se font jour. Cette tendance à l'auto-organisation surgie de situations relativement chaotiques pourrait servir à nous encourager à soutenir d'autres tendances du même genre, en dehors des sentiers battus du système universitaire mondial.

Nous ne sommes pas à un moment du temps où la structure disciplinaire existante s'est effondrée. Nous sommes au point où elle a été mise en question et où des structures concurrentes essaient de voir le jour. Nous pensons que la tâche la plus urgente est la réalisation d'une discussion complète sur les problèmes sous-jacents. La première fonction de ce travail est d'encourager une telle discussion et de formuler les questions interconnectées qui ont surgi. De surcroît, nous pensons qu'il y a au moins quatre types de développements structurels que les administrateurs des structures de connaissance de la science sociale (administrateurs d'université, conseils de recherche en sciences sociales, ministres de l'éducation et/ou de la recherche, fondations éducatives, Unesco, organisations internationales de science sociale, etc.) pourraient et devraient encourager en tant que voies utiles vers la clarification intellectuelle et vers une restructuration plus complète des sciences sociales.

1. L'expansion d'institutions, appartenant ou associées aux universités, qui rassembleraient des spécialistes pour un travail commun d'une année autour de thèmes urgents spécifiques

[Retour à la table des matières](#)

Cela existe déjà bien sûr mais dans des proportions très insuffisantes. Un modèle possible est le ZiF (Zentrum für interdisziplinäre Forschung) de l'université Bielefeld (Allemagne), qui a pratiqué cela depuis les années soixante-dix. Les récents sujets annuels ont concerné le corps et l'âme, les modèles biologiques et sociologiques de changement, les utopies. Il est essentiel que ces groupes de recherche annuels soient préparés à l'avance avec beaucoup d'attention, et qu'ils recrutent leurs membres largement (en termes de disciplines, de géographie, de zone culturelle/linguistique, et de sexe) tout en recherchant la cohérence des vues de façon à ce que l'échange soit fructueux.

2. L'instauration de programmes de recherche intégrés dans les structures universitaires, qui traversent les lignes traditionnelles, ont des objectifs intellectuels spécifiques, et disposent de fond pour une période limitée (par exemple cinq ans).

Cela diffère des centres de recherche traditionnels, qui ont des durées de vie illimitées, et sont conçus comme des structures de collecte de fonds. Le caractère *ad hoc* de tels programmes, qui dureraient tout de même cinq ans, représenterait un mécanisme d'expérimentation constant qui, doté financièrement dès le départ, libérerait les participants de cette préoccupation. Dans la multitude des requêtes pour de nouveaux programmes, plutôt que de commencer immédiatement des programmes d'enseignement, il est peut-être nécessaire de permettre à ceux qui les proposent de démontrer l'utilité et la validité de leurs approches par ce type de programme de recherche.

3. L'affiliation conjointe obligatoire des professeurs

[Retour à la table des matières](#)

Aujourd'hui, la norme est que les professeurs sont affiliés à un département, généralement celui dans lequel ils ont eux-mêmes leur doctorat. Occasionnellement, et plus ou moins à titre de concession spéciale, quelques professeurs ont une « affiliation conjointe » avec un second département. Il s'agit le plus souvent d'une simple formalité, et le professeur n'est guère encouragé à participer trop activement à la vie du département « second » ou « secondaire ». Nous voudrions modifier cela totalement. Nous envisagerions une structure universitaire dans laquelle chacun serait lié à deux départements, celui dans lequel il a son diplôme et un autre pour lequel il a montré un intérêt ou réalisé un travail. Cela aboutirait bien sûr à un ensemble impressionnant de combinaisons. Plus encore, dans le but de s'assurer qu'aucun département ne dresse de barrière, on exigerait de chaque département qu'il compte au moins 25% de membres non-diplômés dans sa discipline. Si les professeurs avaient dès lors de *pleins* droits dans les deux départements, le débat intellectuel dans chaque département, le cursus offert, les points de vue considérés comme plausibles ou légitimes changeraient tous en conséquence de cette simple formule administrative.

4. Travail conjoint des étudiants de troisième cycle

La situation est la même pour les étudiants de troisième cycle que pour les professeurs. Ils travaillent normalement au sein d'un département, et sont souvent découragés d'accomplir un quelconque travail dans un second département. Ce n'est que dans quelques rares départements de trop rares universités que les étudiants sont autorisés à flâner dehors. Nous changerions cela aussi. Pourquoi ne pas rendre obligatoire, pour les étudiants préparant un doctorat dans une discipline donnée, de prendre un certain nombre de cours, ou d'accomplir une certaine quantité de recherche, qui soient définis comme relevant du domaine d'un second département ? Cela aussi aboutirait également à

une variété impressionnante de combinaisons. Gère de façon libérale mais rigoureuse, cela aussi transformerait le présent et l'avenir.

Alors que les deux premières recommandations que nous avons formulées exigeraient des engagements financiers venant d'un budget quelconque, ce programme ne serait pas trop onéreux si on les considère en pourcentage des dépenses totales des sciences sociales. La troisième et la quatrième recommandations seraient virtuellement sans impact budgétaire d'aucune manière. Nous ne voulons pas que ces recommandations soient limitatives. Nous souhaitons qu'elles encouragent des initiatives allant dans la bonne direction. Il y a sûrement d'autres formules qui peuvent aussi aller dans ce sens et nous encourageons d'autres personnes à les proposer. Ce qui est essentiel, nous le répétons, est que les questions sous-jacentes soient débattues, de façon claire, ouverte et intelligente.

Membres de la Commission Gulbenkian pour la restructuration des sciences Sociales

[Retour à la table des matières](#)

Immanuel Wallerstein, président de la Commission, sociologue, États-Unis. Directeur du Fernand Braudel Center for the Study of Economies, Historical Systems and Civilizations, et professeur de Sociologie, Binghamton University ; Président de l'Association internationale de Sociologie ; auteur du *Système du monde du XVe siècle à nos jours* ; *Impenser la science sociale*.

Calestous Juma, spécialiste en science et en technologie, Kenya. Secrétaire générale de la Convention sur la Biodiversité de l'ONU, Montréal ; ancien directeur de l'African Center for Technology Studies, Nairobi ; co-auteur de *Long-run Economics : an Evolutionary Approach to Economic Growth*.

Evelyn Fox Keller, physicienne, États-Unis. Professeur d'histoire et de philosophie de la science, Massachusetts Institute of Technology ; MacArthur Fellow, 1992-1997 ; auteure de *Reflections on Gender and Science*.

Jürgen Kocka, historien, Allemagne. Professeur d'histoire du monde industriel, Freie Universität, Berlin ; directeur du centre de l'Histoire contemporaine, Potsdam ; auteur de *Arbeithältnisse und Arbeiterexistenzen ; Les employés en Allemagne, 1850-1960*.

Dominique Lecourt, philosophe, France. Professeur de Philosophie et d'Histoire de la Science, Université de Paris VII-Denis Diderot ; auteur de *A quoi donc sert la philosophie ? Des sciences de la nature*

aux sciences politiques ; Prométhée, Faust, Frankenstein : Fondements imaginaires de l'éthique.

V. Y. Mudimbe, spécialiste des langues romanes, Zaïre. Professeur de français et d'italien, Stanford University ; Secrétaire générale de la Society for African Philosophy in North America ; auteur de *Invention of Africa* ; co-rédacteur de *Africa and the Disciplines*.

Kinhide Mushakoji, politologue, Japon. Professeur à la Faculté d'Études internationales, Meiji Gakuin Université ; ancien Président de l'Association internationale de Science Politique ; ancien vice-recteur de l'Université des Nations-Unies ; Président du Conseil japonais des Relations internationales ; auteur de *Global Issues and Inter-paradigmatic Dialogue - Essays on Multipolar Politics*.

Ilya Prigogine, chimiste, Belgique. Prix Nobel de Chimie, 1977 ; Directeur des Instituts internationaux de Physique et de Chimie, fondés par E. Solvay ; directeur du Ilya Prigogine Center for Studies in Statistical Mechanics and Complex Systems, University of Texas ; co-auteur de *La nouvelle alliance* ; auteur des *Lois du chaos* ; *La fin des certitudes*.

Peter J. Taylor, géographe, Royaume-Uni. Professeur de géographie, Loughborough University ; rédacteur au *Political Geography* ; co-rédacteur du *Review of International Political Economy* ; auteur de *Political Geography : World-Economy, Nation-State and Locality*.

Michel-Rolph Trouille, anthropologue, Haïti. Professeur d'anthropologie et directeur de l'Institute for Global Studies in Culture, Power, and History, Johns Hopkins University ; ancien président du Conseil scientifique de la Wenner-Gren Foundation for Anthropological Research ; auteur de *Silencing the Past : Power and the Production of History* ; *Peasants and Capital : Dominica in the World Economy*.

Fin du texte